

“hd

Centre
pour le dialogue
humanitaire



*Empowered lives.
Resilient nations.*

Pauvreté, crise de l'appartenance nationale et extrémisme violent

Ce que disent 800 sahéliens

Rapport National Nigeria

*Études des perceptions des facteurs d'insécurité
et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*

Ces études des perceptions ont été réalisées par le Centre pour le dialogue humanitaire

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation. Pour plus d'information : www.hdcentre.org

Traduction

Veuillez noter qu'il s'agit d'une version traduite. Seule la version anglaise de ce rapport est authentique et fait foi.

Clause de non-responsabilité

Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs, et ne représentent ni n'engagent la responsabilité du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

RECHERCHE « ÉPIQUE, ATYPIQUE ET STRATÉGIQUE »

Ce projet d'étude des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions transfrontalières du Sahel a représenté une opportunité unique d'entreprendre une recherche innovante d'envergure à un niveau régional sur des thèmes mondialisés tels que la violence armée, la radicalisation, le jihadisme et la sécurité. L'ouverture caractérisant l'esprit de ce projet et le choix d'écouter les populations, de traiter leurs perceptions et représentations, lui donne une orientation générale, généreuse et ambitieuse. Nous ne savons en général que fort peu ou sinon rien sur la manière dont les populations les plus exposées perçoivent et traitent la violence armée, l'extrémisme, l'insécurité. En effet, il existe un paradigme dominant s'agissant de ces questions généralement vues de manière descendante (*top-down*) par les institutions nationales et internationales, privilégiant une approche politiste, sécuritaire, policière et militaire du radicalisme violent d'inspiration religieuse.

Si les perceptions et les représentations ne sont pas des restitutions forcément précises de la réalité, elles concourent à en esquisser l'épaisseur, l'intensité, la granularité, le bruit, la tonalité, le contraste. On pense que le plus souvent ce qui est *perçu* est une distorsion, une vision exagérée de ce qui est effectivement *vécu* ; mais l'écart-type du vécu-perçu peut également se traduire de manière inverse, par une restitution atténuée et filtrée. Nos enquêté(e)s s'expriment le plus souvent avec sobriété quand il faut en venir à décrire les malheurs et le danger mortel qu'ils ont endurés. Ce que disent 800 Sahéliens laisse entrevoir une rationalité en acte de la part d'individus-agents en situation de précarité, souffrance et vulnérabilité – dont il y a beaucoup à apprendre en termes de résistance et de résilience.

Les lecteurs de ces rapports doivent prendre en compte, outre la difficulté et la dangerosité, la dimension expérimentale de cette enquête menée en parallèle dans huit pays de l'espace sahélien : cette coupe à la fois large et profonde, opérée dans un temps très court, a permis de repérer et signaler des axes d'action et de réflexion jusque-là ignorés ou sous-évalués, des pistes de recherche fécondes, des réseaux latents et solidaires à mobiliser. Il conviendra de poursuivre ce travail exploratoire.

En l'espace de cinq à huit jours, 59 enquêteurs ont parcouru aller-retour près de 24 000 kilomètres pour sillonner les zones frontalières reliant le Sénégal à la Mauritanie et au Mali, celles communes au Mali, au Burkina et au Niger, ainsi que celles des pays du lac Tchad, à savoir le Nigéria, le Cameroun et le Tchad. L'enquête par questionnaire a été en mesure de recueillir les réponses de 698 personnes au total, réparties sur huit pays du Sahel, avec par ordre décroissant, 147 personnes au Mali (représentant 21 % de l'échantillon régional) ; 120 au Nigéria (17 %) ; 100 au Niger (14 %) ; 88 en Mauritanie (12 %) ; 74 au Sénégal (10 %) ; 71 au Tchad (10 %) ; 60 au Burkina Faso (8 %) et 38 au Cameroun (5 %). Des entretiens complémentaires et approfondis ont en outre touché plus d'une cinquantaine de personnes dans le cadre de consultations annexes.

Les équipes ont pu identifier 80 personnes ressources conviées par la suite à rejoindre Abuja, Bamako, Dakar, N'Djaména, Niamey, Nouakchott, Ouagadougou et Yaoundé pour confronter et échanger leurs perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans leurs zones frontalières respectives. Des entretiens ont également été organisés, dans la mesure du possible, avec des « sympathisants » ou « repentis » des groupes armés. Enfin, des consultants nationaux et internationaux ont été sollicités pour produire des études de cas et des éclairages conceptuels complémentaires.

La mise en place d'équipes composées uniquement de chercheurs et enquêteurs universitaires nationaux, l'organisation et la mise en œuvre de l'enquête de terrain simultanément dans huit pays, l'impératif de faire suivre un protocole de sécurité et de communication pour l'ensemble des

enquêteurs disséminés dans des zones transfrontalières de conflit, la venue de personnes ressources dans les capitales, ont représenté un défi considérable : il a fallu constamment réajuster la planification aux divers aléas et contraintes administratifs (autorisations, coordination avec les autorités), politiques (contexte post-électoral au Nigéria, de transition au Burkina Faso), sécuritaires (attentats de Boko Haram dans la région du lac Tchad), financiers (transfèvements inaboutis, dépassements budgétaires), techniques (coupure d'électricité, internet), climatiques (saison des pluies), culturels (mois de Ramadan), etc.

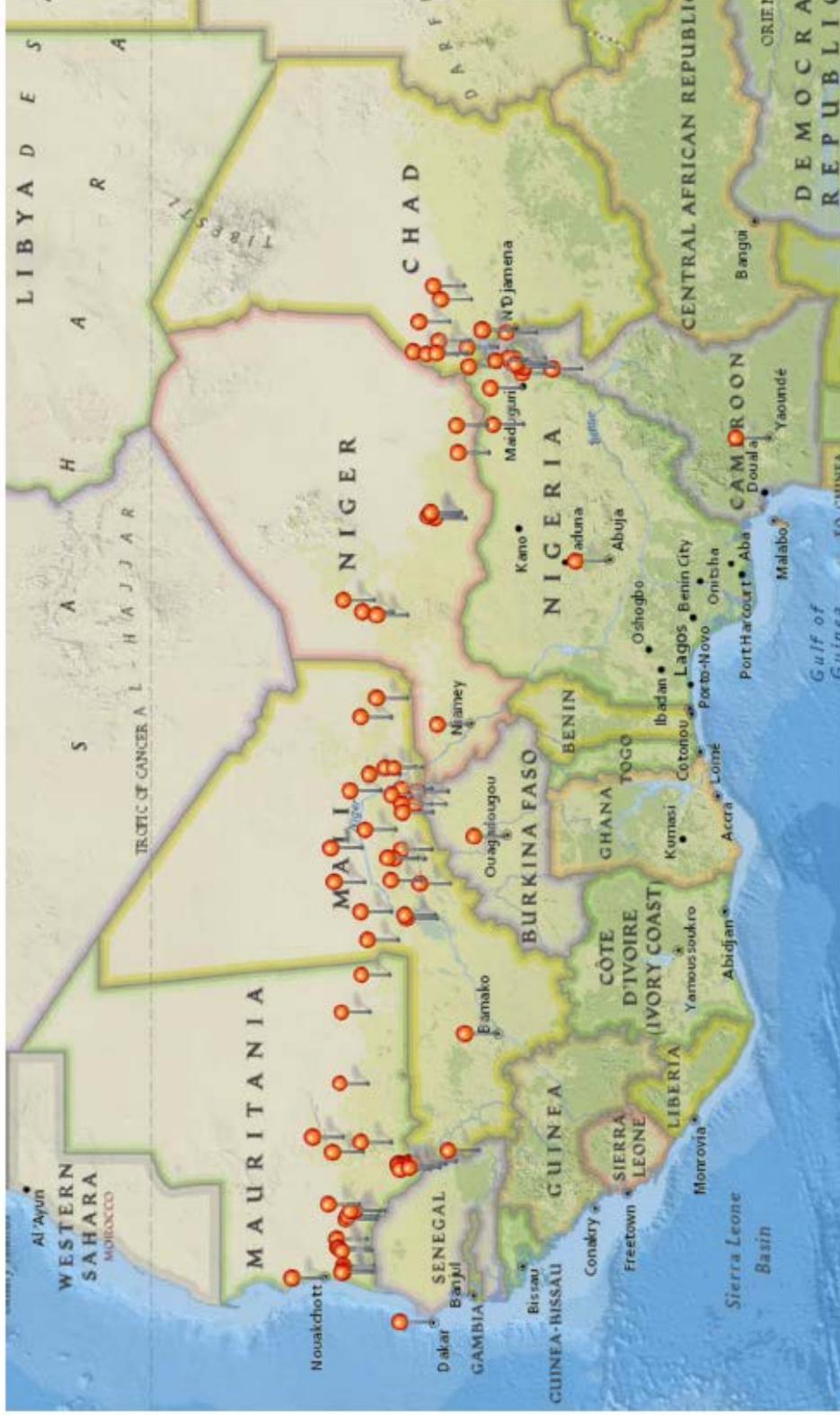
Notre choix d'avoir travaillé avec des chercheurs universitaires nationaux a été stratégiquement payant. Il s'agissait du profil le plus adapté pour établir une méthodologie d'enquête adaptée aux réalités locales, pour identifier les itinéraires d'enquête pertinents, pour sélectionner les bons enquêteurs et, enfin, pour mener une analyse perspicace des résultats d'enquête. La méthodologie commune a émané des interactions engagées avec les huit équipes nationales et résulte ainsi d'un travail collectif. Avant même de chercher à comprendre comment les Sahéliens des régions transfrontalières nomment et conçoivent les phénomènes liés à ce que nous appelons « extrémisme violent » et « (in)sécurité », il nous a fallu définir les mots de l'enquête en termes simples et aisément traduisibles dans les langues locales sollicitées lors de nos entretiens. Ces termes n'ont pas nécessairement de sens auprès de l'habitant vivant dans des zones très peu densifiées où la présence de l'État et de ses institutions reste somme toute plus symbolique que véritablement opérationnelle et programmatique. Quant à l'analyse des données, nous avons sciemment ignoré l'habituelle taxonomie des groupes armés et la lecture politiste du facteur religieux pour nous concentrer sur une conceptualisation qui colle au plus près des perceptions des habitants des régions transfrontalières.

Dans l'ensemble des régions couvertes, les populations ont accueilli favorablement les enquêteurs et se sont confiées à eux sans problème majeur sur toute cette phase critique du travail de terrain. Au Mali, les habitants ont notamment salué le courage des enquêteurs venus jusqu'à eux pour poser des questions aussi directes et allant à l'essentiel. Au Nigéria, nos équipes furent bien accueillies par les enquêtés d'autant que c'était souvent la première fois que quelqu'un venait à leur rencontre.

Il faut préciser – car c'est un fait assez inhabituel – que dans certaines régions transfrontalières considérées comme « risquées », aucune de nos équipes n'a été encadrée par des forces de l'ordre et de la sécurité au cours de leur travail de terrain. Nos équipes devaient bien entendu à chaque fois signaler leur présence et prendre contact avec les autorités publiques et les responsables militaires des provinces où elles se rendaient. Ce fait n'est pas anodin car, pensons-nous, il touche à un enjeu de perception et a renforcé aux yeux des habitants la neutralité de notre entreprise. Fort heureusement, aucun enquêteur n'a été inquiété malgré des incidents de sécurité survenus parfois à proximité immédiate.

Parmi les observations, les résultats, les thèmes de réflexion suggérés, il y a des faits qui pourraient, en première lecture, apparaître peut-être embarrassants à entendre, car clairement les perceptions des personnes interviewées font ressortir des éclats de vérité dont il faut pourtant prendre connaissance. Mais il y a aussi dans leurs propos et leur vision une demande de renforcement de l'État, un souci de normalité et de sécurité indissociables d'une citoyenneté en devenir. Les propos – parfois tragiques – des enquêté(e)s ont le mérite de ne pas laisser entrevoir l'avenir de manière foncièrement apocalyptique. Nous avons évité de poursuivre *l'heuristique de la peur* même si, au bout de cette enquête, il est désormais acquis que la radicalisation est un phénomène amené à durer et avec lequel il va falloir composer. A l'heure où la communauté internationale se trouve engagée dans une seconde « guerre contre le terrorisme » au Moyen-Orient, les questions traitées ici ne sont pas seulement de dimension locale.

Burkina Faso - 6 enquêtes 1'500 km – 5 jours	Cameroun - 6 enquêtes 1'500 km – 8 jours	Mali - 9 enquêtes 8'000 km – 12 jours	Mauritanie - 6 enquêtes 2'500 km – 7 jours
60 entretiens Villages de 6 localités Langue : Fulfuldé	38 entretiens Villages de 6 localités Langues : Mandara, Fulfuldé, Arabe-choa, Kotoko, Kanuri, Gamargou, Podoko, Matal, Mafa et Kapsiki	147 entretiens Villages de 15 localités Langues : Fulfuldé, Tamasheq, Arabe-Hassanite	88 entretiens Villages de 16 localités Langues : Pulaar, Hassanya, Wolof



Niger - 9 enquêtes 4'000 km – 6 jours	Nigeria - 9 enquêtes 1'600 km – 7 jours	Sénégal - 6 enquêtes 2'800 km – 6 jours	Tchad - 8 enquêtes 2'000 km – 6 jours	8 capitales 8 entretiens de groupe
100 entretiens Villages de 12 localités Langues : Haoussa, Tamasheq, Fulfuldé	120 entretiens Villages de 8 localités Langues : Anglais, Hausa, Yoruba, Ibo	74 entretiens 20 villages Langues : Wolof, Français	71 entretiens Villages de 8 localités Langues : Arabe local, Kanembou, Boudouma	80 personnes ressources

MENTION ET REMERCIEMENTS

Responsables de la recherche

Rapport national

Dr. Efem N UBI, chercheur et directeur de la Division des relations économiques internationales [Division of International Economic Relations] au Nigerian Institute of International Affairs à Lagos au Nigéria.

Enquête terrain

Sharkdam WAPMUK, chercheur et directeur de la Division des affaires politiques et de l'intégration africaines [Division of African Politics and Integration] au Nigerian Institute of International Affairs à Lagos au Nigéria.

Les deux responsables souhaitent remercier la direction et le personnel du Nigerian Institute of International Affairs (NIIA) de Lagos pour leur avoir permis de mener à bien cette étude.

Pour mener à bien cette recherche, l'équipe nationale s'est entourée des personnes suivantes :

Enquêteurs

Un remerciement tout particulier est adressé aux enquêteurs qui se sont rendus dans des régions frontalières parfois dangereuses pour recueillir les perceptions de leurs habitants.

Musa Aliyu MAMPAA

Anthony RUFUS

Jonathan Bayih DANGWARAN

Usman Ibrahim GASHUA

Raji Rafiu BOYE

Yakaka ABUBAKAR

Saidu.T UMAR

Samuel OBADIAH

Mohammed UMAR

Nous remercions aussi particulièrement les enquêtés, ainsi que beaucoup d'autres qui ont soutenu les enquêteurs sur le terrain, comme les interprètes-traducteurs, les chefs de village, les leaders communautaires, les administrations locales et les autorités étatiques. Enfin, nous souhaitons remercier tous les participants aux entretiens de groupe pour leurs contributions riches et variées.

Experts thématiques

Professeur Haruna DANTORO DLAKWA

Professeur Fred AJA AGWU

Elder Timothy MSHELIA JP

Dr. Aliyu AHMED-HAMEED

Enfin, nous souhaitons remercier le professeur Oshita Oshita, Directeur général de l'Institut de la paix et des conflits [Institute of Peace and Conflict, IPCR] à Abuja, qui a ouvert la session de groupe à Abuja. Nous remercions également les participants à la session de groupe d'Abuja pour leurs contributions substantielles et variées apportées à cette étude.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ

INTRODUCTION

ÉTAT ET CITOYENNETÉ, RELIGION ET IDENTITÉ

- 1. La crise de l'Etat-nation**
- 2. La politique de la charia et la résurgence de l'islamisme militant dans le nord du Nigéria**
- 3. Boko Haram: l'élément le plus récent d'un paysage nigérian toujours plus complexe**

RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ

- 1. Le dilemme des conditions de vie dans les zones frontalières**
A la recherche de services sociaux et d'opportunités économiques
Les deux faces de la contrebande
- 2. Les perceptions de l'insécurité et la façon d'aborder ce problème**
Insécurité: un problème lié à la pauvreté ou un phénomène généré par Boko Haram?
Répondre au défi de l'insécurité
- 3. Le rôle stratégique des médias dans la sécurité du Nigéria**

RADICALISATION : INDICES ET PROCESSUS

- 1. Perceptions de l'extrémisme violent et de la radicalisation**
Origine, facteurs et mesure de l'extrémisme
Les usages abusifs de la religion et la tentation de l' « argent facile »
La réticence des personnes interrogées à répondre aux questions sur leur identité et leurs croyances
- 2. Les perceptions et la recherche de solutions pour lutter contre Boko Haram**
Le potentiel des méthodes traditionnelles de consolidation de la paix
Impliquer les femmes et les jeunes dans la construction de la paix
Le rôle de l'Etat et de la justice
Une sonnette d'alarme pour la communauté internationale
- 3. Le système almajiri et la radicalisation de la jeunesse dans le nord-est du Nigéria**

LE ROLE DES FEMMES ET DES JEUNES

- 1. La vulnérabilité et son impact sur la liberté**
- 2. Des rôles ambivalents**

QUE FAIRE ?

BIBLIOGRAPHIE

RÉSUMÉ

L'intérêt majeur de cette étude est qu'elle permet de combler une lacune. Dans les Etats de Borno, Yobe et Adamawa, sur la frontière avec le Tchad, le Cameroun et le Niger, les communautés consultées ont souligné que c'était la première fois que des chercheurs leur rendaient visite pour enquêter sur la réalité de leur quotidien dans les zones frontalières et les défis actuels auxquels elles sont confrontées. Une des sources d'inquiétude majeure qu'ont partagée tous les enquêteurs a été la vulnérabilité et l'insécurité ressenties face aux soulèvements et à la violence armée dans les régions nord-est du Nigéria. Tous ont eu des difficultés à se rendre dans les zones frontalières pour diverses raisons : les attentats à la bombe dans les environs, les nombreux contrôles effectués par des agents de la sécurité, les défaillances des systèmes de communication, le mauvais état des routes et la restriction de la circulation des véhicules motorisés.

Les zones d'enquête

Trois Etats ont été sélectionnés pour cette recherche : l'Etat de Borno (villes de Baga et Banki), l'Etat de Yobe (ville de Geidam) et l'Etat d'Adamawa (ville de Mubi). Ces lieux constituent aujourd'hui encore des zones sensibles en matière de rébellions et d'extrémisme violent. En outre, ces espaces se caractérisent notamment par la porosité de leurs frontières, leurs affinités culturelles et la désertification. Les deux villes de l'Etat de Borno étaient jusqu'il y a peu des centres névralgiques du commerce transfrontalier, de la contrebande et des activités de pêche, du fait de leur proximité avec le lac Tchad.

- Dans l'Etat de Borno se trouve Kukawa, la capitale de l'empire Kanem-Bornu, fondé en 1814 par Muhammad al-Amin al-Kanemi homme de religion et conquérant. La ville était alors d'une grande importance stratégique, car elle était le point d'arrivée méridional d'une importante route transsaharienne la reliant à Tripoli.
- Dans l'Etat de Yobe, les habitants de Geidam sont pour la plupart des agriculteurs qui pratiquent également la pêche. La contrebande est aussi une activité majeure dans cette zone frontalière.
- Dans l'Etat d'Adamawa (ville de Mudi), les activités économiques principales incluent le commerce, l'agriculture et l'élevage de bétail. Par ailleurs, du fait de la porosité de la frontière, les activités de contrebande sont très lucratives dans cette région. La culture, les arts, le droit local, les traditions, les croyances et les habitudes vestimentaires des habitants de la région ont été influencés et parfois même remplacés par la culture, les arts, le droit, les traditions et les codes vestimentaires arabes.

État et citoyenneté, religion et identité

La citoyenneté et l'identité sont au cœur de la crise qui secoue l'Etat nigérian postcolonial depuis l'indépendance. L'ethnicité et la religion, deux notions souvent politisées, posent un défi au projet national. Elles contribuent à élargir le conflit et à saper le développement du pays. La politisation de la charia, à la suite de son adoption et de son application dans certains Etats du nord, explique également l'activisme croissant en faveur de l'islamisation du nord déployé par certains groupes islamiques militants. Le groupe dénommé Boko Haram, en particulier depuis qu'il a recours à la violence, constitue l'élément le plus récent de la complexification continue du paysage nigérian. Il semble nécessaire de fournir une vue d'ensemble concernant ses origines.

Relations intercommunautaires et transfrontaliarité

Les gens dans ces régions ne reconnaissent presque pas les frontières. Ils les traversent à leur gré pour aller à l'école, à l'hôpital, accéder à des services sociaux ou rendre visite à leurs parents. Négligées dans les stratégies de développement de l'Etat nigérian postcolonial, les zones frontalières étaient relativement calmes et propices au commerce, légal comme illégal, avant l'arrivée de Boko Haram. Les régions frontalières sont devenues une arène de la contrebande transfrontalière, du crime, de l'extrémisme violent et de l'insécurité. La peur de l'expansion de l'insécurité du Nigéria dans les pays voisins et vice-versa est en augmentation. Les gens sont très mal informés des événements qui prennent place en dehors de leur environnement immédiat. La composante principale de l'insécurité est, selon les personnes interrogées et malgré la présence de Boko Haram, la pauvreté et l'inoccupation. La montée accélérée de l'intensité de l'insécurité dans le nord-est est attribuée à l'effondrement ou à l'absence d'infrastructures sociales et de ressources financières, à la dégradation de l'environnement, à la fragmentation et à la décomposition sociales, ainsi qu'à la marginalisation économique de la population. La plupart des personnes interrogées considèrent l'aide internationale comme utile et efficace pour combattre l'insécurité et l'extrémisme violent. La synergie entre les Etats de la région et les structures internationales et traditionnelles est d'une importance cruciale pour assurer la sécurité des communautés frontalières. Le rôle des médias est incontournable pour influencer les valeurs sociales et réduire les conflits et les rébellions.

Radicalisation : indices et processus

A cause de la volatilité constante du contexte, les participants à l'enquête se sont montrés réticents à partager leurs opinions. L'absence de vision commune concernant Boko Haram découle de ces facteurs d'inhibition. L'enquête a permis de révéler que les insurgés profitaient du haut niveau de pauvreté, d'illettrisme et de la présence insuffisante des forces de sécurité pour asseoir leur domination et leur oppression. La religion est par ailleurs utilisée de façon abusive pour endoctriner de nouveaux adhérents et le gain matériel est désormais la motivation dominante et le moteur principal de Boko Haram. Même si les personnes interrogées estimaient que l'extrémisme violent avait des origines extérieures, le système d'éducation almajiri actuel expose les jeunes dans le nord-est à la radicalisation et favorise leur recrutement futur par Boko Haram en tant que combattants. Pour résoudre la crise de Boko Haram, les personnes interrogées attendent des actions spécifiques de la part des gouvernements à différents niveaux, des leaders communautaires, des femmes et des jeunes, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble. Les méthodes traditionnelles de résolution de conflit peuvent jouer un rôle majeur dans la résolution de la crise. Les personnes interrogées étaient par ailleurs en faveur de l'implication des cours de justice nigérianes pour juger les auteurs de crimes.

Rôle des femmes et des jeunes

Dans les zones frontalières sélectionnées, les femmes et les jeunes sont devenus les couches de la population les plus vulnérables depuis l'apparition de Boko Haram. De nombreuses femmes sont confrontées au veuvage après la perte de leurs maris et de leurs enfants, d'autres sont enlevées, violées et faites esclaves pour cuisiner, laver et servir les rebelles de Boko Haram. Les jeunes sans emploi, en particulier les almajiri, sont forcés à rejoindre les rangs de Boko Haram ou séduits avec de l'argent, des motos et des promesses d'accès facile à de l'argent et à des femmes. Dans le même temps, ces deux catégories de personnes semblent jouer un rôle ambivalent. En tant que parties prenantes, ils doivent être des agents de paix et de changement lorsqu'ils en ont l'opportunité. Le rôle joué par les femmes dans la réduction de la violence a notamment été mis en avant par les personnes interrogées.

Thèmes de réflexion

Sur la base des perceptions recueillies auprès des enquêté(e)s et des observations réalisées sur le terrain, étayées par des analyses et des discussions avec différents acteurs pertinents, les thèmes de réflexion suivants se dégagent :

- Le gouvernement nigérian doit reformuler sa stratégie et adopter un rôle proactif dans la lutte contre l'insécurité ;
- L'intervention psychosociale doit être promue comme une stratégie permettant de limiter et de résoudre l'insurrection au Nigéria ;
- L'éducation est un moyen de renforcer l'autonomie des individus ;
- Exploiter les méthodes traditionnelles de résolution de conflit ;
- Le rôle des femmes et des jeunes ;
- Mobiliser des efforts internationaux concertés ;
- La réhabilitation et la réintégration doivent faire l'objet d'une attention particulière.

INTRODUCTION

Neuf chercheurs ont voyagé sur plus de 1 600 km pendant sept jours à partir des villes de Maiduguri, Damaturu ou de Mubi, pour conduire 120 entretiens semi-structurés avec les habitants des zones frontalières. Ils ont également formé quatre groupes cibles contenant chacun une trentaine de participants et ont permis d'identifier et de convier dix personnalités influentes d'Abuja qui ont ensuite animé des discussions sur les perceptions de chacun concernant l'insécurité et l'extrémisme violent dans leur région frontalière respective. L'analyse des résultats présentée dans ce rapport est également étayée par des recherches documentaires détaillées et l'information recueillie par et auprès d'experts nationaux sur le sujet.

L'importance de l'étude au Nigéria

Malgré les défis et les menaces posés par l'insécurité dans les zones frontalières de la région du Sahel, notamment le Nigéria, il y a très peu d'études de fond qui permettent d'approfondir la compréhension par les parties concernées des principaux facteurs de radicalisme, d'extrémisme violent et d'insécurité dans la région. Les activités des rebelles de Boko Haram dans la plupart des Etats du nord du Nigéria rendent difficile l'accès à ces régions pour les universitaires, les chercheurs locaux et internationaux désirant réaliser un travail de terrain. La plupart des universitaires qui entreprennent des études sur l'insécurité, le jihadisme et les conflits qui lui sont liés dans le nord ont beaucoup de peine à se rendre dans les zones qui sont les plus touchées par la rébellion de Boko Haram et/ou dans la capitale des autres Etats. Les chercheurs utilisent donc le plus souvent des données qu'ils collectent en envoyant leurs questionnaires par courrier électronique et/ou en conduisant des entretiens et des discussions de groupes cibles avec des personnes clés comme les chercheurs qui travaillent dans les zones sécurisées. La plupart du temps, ils limitent leurs visites aux instituts de recherche du pays, aux représentants gouvernementaux, aux journalistes, aux discussions avec des citoyens des capitales régionales et à d'autres informateurs. Ainsi, les personnes directement affectées par les crises n'ont pas voix au chapitre.

Cette étude est donc très importante. Les personnes interrogées dans les communautés frontalières ont confirmé qu'elles n'avaient jamais été consultées par aucun représentant gouvernemental, organisation nationale ou internationale, ONG ou même universitaire concernant leur opinion sur les défis de l'insécurité et les solutions qui pourraient être envisagées.

Les zones frontalières en bref

La frontière sahélienne du nord-est du Nigéria constitue une zone sensible en termes de rébellions et d'extrémisme violent. Le concept même de la délimitation de la terre dans les zones frontalières est un défi car les habitants de ces espaces, bien souvent, ne reconnaissent pas les frontières. Parmi les Etats du Nigéria qui ont une frontière avec un pays limitrophe et qui se situent au sein de la région du Sahel, on compte les Etats d'Adamawa, de Borno, de Yobe, de Jigawa, de Katsina, de Sokoto et de Kebbi. Ces Etats représentent une immense partie du Sahel et il n'était pas possible de couvrir leur totalité dans le cadre de cette étude. Une technique d'échantillonnage raisonnée a été utilisée pour sélectionner trois Etats, celui de Borno, de Yobe et d'Adamawa. Des villes frontalières spécifiques ont aussi été identifiées pour l'étude du fait de leur grande diversité linguistique et ethnique. Ces sont les villes de Hausa, Kanuri, Fulani. Afin d'assurer un niveau d'inclusion et de participation satisfaisant dans tous les groupes, des

groupes de population spécifiques, comme les femmes, les enfants et les personnes déplacées logées dans des camps ont fait l'objet d'une attention spécifique.

L'Etat de Borno (villes de Baga et Banki)

Dans l'Etat de Borno, deux zones ont été identifiées, la ville de Baga (zone de gouvernement local de Kukawa) d'une part et la ville de Banki (zone de gouvernement local de Bama) d'autre part. Baga est une ville frontière entre l'Etat de Borno (Nigéria) et la République du Tchad, tandis que Banki est une ville frontière entre l'Etat de Borno (Nigéria) et le Cameroun. Baga et Banki étaient jusqu'il y a peu des centres névralgiques du commerce transfrontalier, de la contrebande et des activités de pêche, du fait de leur proximité avec le lac Tchad.

Kukawa, appelée auparavant Kuka, est une ville et une zone de gouvernement local dans le nord-est de l'Etat de Borno, près du lac Tchad. Parmi les principales activités économiques de la région, on compte l'agriculture, la pêche et le commerce transfrontalier ainsi que la contrebande et la concurrence due à la proximité du bassin du lac Tchad. Kukuya a été fondée en 1814 en tant que capitale de l'empire du Kanem Bornu par l'homme de religion et conquérant Muhammad al-Amin al-Kanemi, après la chute de l'ancienne capitale, Ngazargamu, conquise en 1808 durant la guerre de Fulani. Cette ville était d'une grande importance stratégique car elle était le point d'arrivée d'une route commerciale transsaharienne majeure la reliant à Tripoli. La ville fut capturée et pillée en 1893 par le seigneur de guerre soudanais Rabih as-Zubayr, puis par les Britanniques en 1902. Dans le passé, la ville était beaucoup plus grande qu'aujourd'hui. A la fin du XIXème siècle, les Britanniques avaient estimé sa population à 50 ou 60 000 habitants.

La violence armée pratiquée par Boko Haram, les enlèvements, la porosité des frontières, l'affinité culturelle et la désertification sont certaines des dimensions pertinentes de l'étude qui caractérisent ces zones. Les habitants de la ville de Banki qui ont fui la rébellion de Boko Haram ont été accueillis dans deux camps pour déplacés internes à Maiduguri, celui installé dans l'Hôtel d'Etat et le camp géré par le Corps du Service National de la Jeunesse (National Youth Service Corps, NYSC), tandis que les personnes originaires de la ville de Baga ont été accueillies dans un camp géré par l'Agence étatique de gestion des situations d'urgence (State Emergency Management Agency, SEMA) à Maiduguri.

L'Etat de Yobe (ville de Geidam)

La troisième zone de l'étude était la ville de Geidam située dans la zone de gouvernement local de Geidam dans l'Etat de Yobe, au Nigéria. Cette région partage au nord une frontière avec le Niger. Les habitants de Geidam sont pour la plupart des agriculteurs. Ils pratiquent aussi la pêche dans la rivière de Kumadugu Yobe. La contrebande est également une activité majeure le long de la frontière. Les entretiens et les discussions dans les groupes cibles ont eu lieu à Ashkiri Ward et à Garin Gada, un village frontalier entre Geidam et Mani Soroa au Niger.

L'Etat d'Adamawa (ville de Mubi)

La quatrième zone d'étude est la ville de Mubi dans la zone de gouvernement local de Mubi dans l'Etat d'Adamawa au Nigéria. Cette zone a une frontière commune avec le Cameroun. Les activités économiques principales dans cette région sont le commerce, l'agriculture et l'élevage. Par ailleurs, la porosité de la frontière fait de la contrebande une activité lucrative dans cette zone. La culture et les arts arabes ont influencé et, dans certains cas, remplacé la culture et les arts des habitants de cette zone. L'islam est la religion pratiquée par la plupart des habitants dans ces Etats. Le droit islamique, les coutumes et les tenues vestimentaires musulmanes sont dominantes et, dans la plupart des cas, ont

remplacé celles qui prévalaient localement. Les entretiens et les discussions de groupes cibles de cette région ont eu lieu dans les communautés de Kwaja, Sahuda, Gyela et Kaban.

Limites et difficultés rencontrées durant l'enquête de terrain

La vulnérabilité et le manque de sécurité des enquêteurs, générés par la rébellion et la violence armée dans ces régions, ont constitué un problème majeur. Pendant la période de travail de terrain, certains enquêteurs, surtout dans l'Etat de Yobe, se sont trouvés coincés à Geidam durant deux jours suite à l'explosion de bombes dans les villes voisines de Busari et de Tarmuda. Les enquêteurs dans cette zone avaient des difficultés à communiquer car toutes les antennes des réseaux GSM (Global System for Mobile Communications) avaient été détruites par les rebelles. Sur les conseils des chefs de communauté de la région, les enquêteurs ont dû rester en ville jusqu'à ce que les forces de sécurité puissent confirmer qu'elles pouvaient rentrer à Damaturu, la capitale de l'Etat.

Tous les enquêteurs ont rencontré des difficultés pour accéder aux zones frontalières à cause des nombreux contrôles effectués par les forces de sécurité (soldats, agents de police, du service de l'immigration ou des douanes) et par les forces d'intervention civiles conjointes (Civilian Joint Task Forces, CJTF). Dans certains cas (Etat d'Adamawa), les enquêteurs ont dû descendre de leurs véhicules et marcher sur de longues distances, seul le chauffeur et son véhicule étant autorisés à passer le contrôle de sécurité. L'accès à la ville de Mubi était autorisé uniquement entre 8h et 18h. Cela faisait partie des mesures adoptées par les forces de sécurité à cause de la recrudescence d'actes divers d'extrémisme violent, comme les attentats-suicides. L'absence de routes carrossables et la longueur des distances ont constitué une autre difficulté majeure. Les enquêteurs ont dû marcher sur les portions non carrossables et utiliser des véhicules deux-roues pour couvrir le reste de la distance les séparant des communautés vivant dans les zones frontalières.

Les enquêteurs ont dû contacter des chefs de village ou de communauté pour convaincre certaines communautés, qui se méfiaient des enquêteurs, de participer à l'enquête (Etat de Borno). Dans de nombreux cas, les personnes interrogées ont demandé une contribution financière pour le temps et la coopération qu'ils avaient consentis, en rappelant que les rebelles de Boko Haram avaient détruits tous leurs moyens de subsistance. Ces problèmes ont été résolus, certains avaient été anticipés.

Les neuf enquêteurs qui ont conduit le travail de terrain ont été recrutés dans les Etats ou les régions d'étude pour leur vaste expérience et savoir sur les zones sélectionnées et du fait de l'insécurité dans les régions nord-est du Nigéria. Le recrutement et les formations qui ont suivi ont permis de s'assurer que les enquêteurs sélectionnés connaissaient bien le terrain local, comprenaient les langues des communautés visées par l'enquête, et possédaient de bonnes compétences relationnelles. Les traducteurs qui les accompagnaient ont pu également les assister en cas de besoin. Cela a permis de prendre en compte les sensibilités locales et la vulnérabilité de certains groupes et donc de faciliter l'acceptation de l'enquête par les populations locales.

L'analyse de cette collecte inédite de voix provenant des groupes les plus vulnérables et les plus touchés par la question de l'insécurité dans les zones frontalières du Sahel est organisée autour de quatre thèmes qui reflètent la complexité de l'objet d'étude. Ce rapport présente tout d'abord leurs perceptions de l'Etat, de la citoyenneté, de la religion et de l'identité (section I) avant de s'intéresser aux perceptions des relations communautaires et des défis transfrontaliers (section II). Ces deux premières sections nous aident à comprendre le degré et le processus de radicalisation (section III) puis de mettre en perspective le rôle spécifique des femmes et des jeunes (section IV). Ce rapport se conclue par une

série de thèmes de réflexion. Bien qu'il s'appuie sur les résultats et les observations des huit rapports nationaux constituant l'étude internationale, ce rapport ne peut pas prétendre se substituer à eux.

ETAT ET CITOYENNETE, RELIGION ET IDENTITE

Points clés:

- La citoyenneté et l'identité sont au cœur de la crise qui secoue l'Etat nigérian postcolonial depuis l'indépendance. L'ethnicité et la religion, deux notions souvent politisées, posent un défi au projet national. Elles contribuent à élargir le conflit et à saper le développement du pays.
- La politisation de la charia, à la suite de son adoption et de son application dans certains Etats du nord, explique également l'activisme croissant en faveur de l'islamisation du nord déployé par certains groupes islamiques militants.
- Le groupe dénommé Boko Haram, en particulier depuis qu'il a recours à la violence, constitue l'élément le plus récent de la complexification continue du paysage nigérian. Il semble nécessaire de fournir une vue d'ensemble concernant ses origines.

1. La crise de l'Etat-nation

Le Nigéria est confronté aujourd'hui au défi d'établir une citoyenneté inclusive qui puisse conduire à l'unité et à l'établissement d'un Etat-nation dans lequel tous les Nigériens, quelles que soient leurs origines ethniques, religieuses ou leur sexe, puissent bénéficier des droits et libertés fondamentaux garantis par la Constitution. Au cœur du discours sur la citoyenneté se trouve la question du contrôle du pouvoir étatique et de la protection étatique (Egyu, 2004). La citoyenneté et les différentes formes d'identité au Nigéria ont été créées pour définir et redéfinir les cibles de la violence. Dans de nombreux cas, les controverses au Nigéria ont eu pour objet la religion et la compétition entre chrétiens et musulmans. Le plus souvent, elles ont porté sur la question de l'ethnicité.

Le problème lié à la question de la citoyenneté vient des discriminations et de l'exclusion qui s'exercent sur la population sur la base de l'identité ethnique, régionale et religieuse (Adesoji et Aloa, 2009). Plus spécifiquement, le problème réside dans le fait que les droits communautaires sont placés au-dessus des droits individuels, c'est à dire, que les droits ethniques prévalent sur ceux des citoyens. Cela expose le système fédéral nigérian au phénomène de la citoyenneté duale ou divisée entre droits communautaires et droits individuels.

Aujourd'hui, il est indéniable que la citoyenneté et l'identité sont au cœur de la crise qui prévaut dans l'Etat postcolonial du Nigéria depuis l'indépendance. Il est fréquent pour un Nigérian de s'identifier d'abord en termes ethniques puis seulement en tant que Nigérian. Ce qui implique que la loyauté à son groupe ethnique est plus forte que celle à la nation. C'est pourquoi il est plus facile pour les Nigériens de soutenir les groupes rebelles qui se réfèrent à leur ethnicité ou à leur religion et dont le but est de saper l'autorité de l'Etat, comme les exemples du Delta du Niger et du nord-est le montrent.

Le dilemme de l'ethnicité et de la religion dans les dynamiques sociopolitiques du Nigéria

Il est impossible de chercher à comprendre le Nigéria sans appréhender d'abord la nature de l'Etat et sans s'intéresser au rôle de l'ethnicité et de la religion. Depuis la création du Nigéria, l'ethnicité et la religion ont façonné l'attitude de la population à l'égard de l'organisation et du fonctionnement du

gouvernement et du rôle des citoyens. Au Nigéria, il existe de nombreuses religions mais les trois religions principales sont le christianisme, l'islam et l'animisme. Ces religions se sont souvent retrouvées en situation de concurrence, chacune cherchant à louer la supériorité de sa confession sur les autres. Cela a conduit à une série de crises et de conflits qui ont secoué le Nigéria jusqu'à ce jour. Au Nigéria, la survie de la classe dirigeante dépend de l'Etat dont elle tire son pouvoir et son accès aux ressources. De la même façon, la compétition et la lutte pour le pouvoir étatique ont, avec le temps, accentué la politique identitaire. Le pays est composé de plus de 250 groupes ethnolinguistiques qui se sont opposés et combattus de façon continue pour le contrôle du champ politique.

Ce phénomène a toujours existé depuis l'indépendance. Ainsi, le Premier ministre du Nigéria, Sir Abubakar Tafawa Balewa, faisait-il la remarque suivante en 1948 : « le gouvernement britannique a tenté depuis 1914 de faire du Nigéria un pays unitaire, mais les peuples nigériens sont historiquement différents quant à leur héritage, croyances religieuses et traditions et ne montrent aucun intérêt pour l'unité... L'unité nigérienne est uniquement une invention britannique ». Par ailleurs, Obafemi Awolowo observait également en 1947 que « le Nigéria n'est pas une nation mais une simple expression géographique. Il n'y a pas de « Nigériens » dans le sens qu'on applique aux « Anglais », aux « Gallois » ou aux « Français ». Le mot « Nigérien » est au mieux « une appellation différenciatrice pour distinguer ceux qui vivent à l'intérieur des frontières du Nigéria et ceux qui vivent à l'extérieur » (Meredith, 2011). Sur la base de ces observations, il semble indéniable que la crise de l'Etat nigérien résulte de la réunion forcée de différents groupes ethniques et religieux au sein d'un territoire unique administré de façon centralisée. Isa (2010) observe que la conscience et la mobilisation identitaire prend une forme politique en termes ethnique, religieux, régional, communal et minoritaire. La perception d'une négation de ses droits et d'une domination par les autres est le terreau des conflits identitaires. Ainsi, l'affirmation de l'identité religieuse est liée aux difficultés économiques croissantes qui expliquent la forte hausse des activités religieuses et la mobilisation des identités religieuses par rapport aux enjeux de contrôle du pouvoir politique et économique.

Bien que l'ethnicité ait toujours existé dans l'Afrique précoloniale, son enracinement découle directement des frontières coloniales imposées arbitrairement qui ont confiné différents groupes ethniques au sein d'un Etat unique. Beaucoup de ces frontières africaines coupent à travers ou séparent des centaines de groupes distincts et indépendants qui n'ont aucune histoire, culture, langue ou religion en commun. Le résultat de la fusion de ces groupes ethniques et religieux distincts est une crise d'incompatibilité avec le sentiment d'identité nationale qui marque la politique nigérienne depuis l'indépendance (Ubi and Ibonye, 2015).

Les habitants du nord, de façon un peu distincte du sud du pays, se sont toujours structurés autour de la religion pour redécouvrir leurs identités politiques et culturelles. Dans cette région, divers groupes, dont certains de nature fondamentaliste et radicale, ont souvent revendiqué une autorité sacrée pour certaines actions. Ces actions affectent l'unité nationale et la coexistence car elles ont pour objet la conquête de pouvoir et d'influence, que ce soit par le biais de contestations et de manifestations pacifiques ou violentes, et/ou par la violence armée – comme l'illustre Boko Haram. Dans le nord-est, qui est l'objet de référence de cette étude, deux religions coexistent : le christianisme et l'islam. Cependant, de façon générale, la religion dominante dans le nord est l'islam. En fait, 80,8 % des citoyens dans la région sont musulmans et seulement 19,2 % chrétiens. Cela pourrait être au final une des explications plausibles au fait que le nord du Nigéria est plus exposé à la montée du fondamentalisme islamique que le sud du pays.

2. La politique de la charia et la résurgence de l'islamisme militant dans le nord du Nigéria

Durant la dernière décennie, le Nigéria a vu plusieurs de ses Etats fédéraux à majorité musulmane transformer leurs systèmes juridiques pour le conformer à la charia, y compris dans le domaine de la justice criminelle. Le pouvoir judiciaire dans ces Etats a été réorganisé pour appliquer la seule loi islamique. Les Etats qui ont adopté le système juridique islamique ont également cherché à réorganiser l'ensemble de leur administration. La loi coranique dans le nord du Nigéria a été mise en œuvre à travers le soutien aux plus démunis (collecte et redistribution du zakkah), l'interdiction de la mendicité, la réinsertion des indigents et des prostituées, l'amélioration de l'éducation et la création de forces de sécurité contrôlées et financées par l'Etat, appelées hisbah. Au total, ce sont douze Etats du nord qui ont adopté la charia (Borno, Yobe, Gombe, Bauchi, Jigawa, Kano, Katsina, Kaduna, Zamfara, Sokoto, Kebbi et Niger).

L'adoption et l'application de la charia se justifiaient principalement par leur utilité comme moyen de négociation pour le nord, qui avait le sentiment de perdre son pouvoir, son influence et sa pertinence politique au sein de la Fédération nigériane (Best, 2010). Il y eut des époques durant lesquelles les leaders politiques du nord occupaient la plupart des postes politiques au sommet du pouvoir du Nigéria. Cependant, avec les élections de 1999, l'équation a changé. L'équilibre du pouvoir politique s'est modifié en faveur du sud. La politique de la charia a fait partie alors de la contestation du changement du pouvoir au Nigéria. Certains gouverneurs justifiaient également l'adoption et l'application de la charia par l'argument que le peuple est mieux gouverné par la loi coranique. Muazzam (2001) faisait observer que les élites formées en Occident s'étaient révélées incapables d'assurer une bonne gouvernance et l'organisation des services publiques à partir d'un système juridique de modèle occidental. La montée de la popularité des mouvements islamistes jihadistes dans le nord du Nigéria peut être attribuée à la combinaison de certaines dynamiques, notamment l'augmentation des inégalités, des injustices, de la pauvreté, la défaillance des services sociaux, l'insécurité et les crises de

LE JIHAD D'USMAN DAN FODIO ET L'AVENEMENT DU CALIFAT DE SOKOTO

Il est important de réexaminer le jihad conduit par Usman dan Fodio vers 1804 pour comprendre la réémergence des mouvements islamistes radicaux au Nigéria. Ce mouvement a abouti à l'établissement du califat de Sokoto qui constitue un modèle d'état théocratique dans le nord du Nigéria et une illustration du rôle du jihad dans la propagation de l'islam. Les ancêtres du peuple haoussa, qui vivaient dans les régions septentrionales du Nigéria et au-delà, étaient païens avant l'avènement et l'éruption du jihad d'Usman Dan Fodio qui a conduit à leur conversion à l'islam. Historiquement, le jihad a constitué un cadre de référence, une inspiration et un modèle pour les mouvements contemporains, qu'ils soient sunnites ou chiites. Le jihad d'Usman dan Fodio avait pour objectif de construire et administrer un Etat théocratique fondé principalement sur la charia. Les mouvements islamiques militants du début du XIXème siècle dans les sociétés haoussas, qui sont devenus par la suite les combattants d'aujourd'hui dans le nord du Nigéria, appartenaient aux confréries Qadiriyya et Tijaniyya. Ces mouvements prônaient la purification des croyances et pratiques islamiques. Les militants islamiques des débuts sous la bannière de l'ordre Qadiriyya reprochaient au pouvoir politique des sociétés haoussas leurs pratiques non-islamiques. C'est sur cette base qu'Usman dan Fodio a lancé son mouvement missionnaire, qui entendait combattre l'arbitraire et la corruption des souverains de la région. Selon son manifeste, « *le jihad avait pour objectif d'enseigner et de répandre l'islam pur ou véritable et d'établir un système gouvernemental basé sur la charia* » (Isa, 2010: 323). Bénéficiant du soutien des masses populaires haoussa et peuhles, Usman dan Fodio est parvenu à établir un ordre politique islamique gouverné par l'Amir ul-Muminin (Commandeur des croyants), devenu par la suite Sarkin Musulmi (Roi des musulmans). Suite au jihad, Usman dan Fodio remplaça les souverains aristocratiques hassoua par des hommes de religion et des structures administratives islamiques. Ces structures, qui se sont maintenues dans une certaine mesure, avec certaines modifications durant l'ère coloniale, représentent l'importance et la place symbolique du califat de Sokoto aujourd'hui. Le jihad a constitué un des événements majeurs dans l'histoire politique du Nigéria du nord et de l'Afrique de l'Ouest au XIXème siècle.

légitimité de l'Etat nigérian. La réémergence des mouvements et organisations islamistes militants dans le nord du pays a eu pour conséquence la propagation du fondamentalisme islamique et de l'extrémisme violent dans le pays. Ces organisations étaient perçues comme incarnant une alternative islamique à tout ce qui provenait d'Occident ou relevait à leurs yeux des valeurs occidentales. Pour les partisans des mouvements islamistes du nord du Nigéria, ces groupes représentaient une alternative aux régimes corrompus, inefficaces et à bout de force qui avaient échoué à réaliser leurs promesses.

Le réveil et la montée des tendances islamistes au Nigéria dans les trois dernières décennies sont liés au succès et à l'influence de la révolution iranienne dans les années 1970 (Paden, 2008). La révolution iranienne a fourni aux théologiens radicaux une illustration symbolique que le changement révolutionnaire peut conduire à un remplacement de l'ordre étatique laïque par un Etat califal islamique. Cela a contribué à la radicalisation de la politique musulmane dans le nord du Nigéria, comme l'illustre l'intensification de la demande d'inclusion de la charia dans la Constitution nigériane durant la conférence constitutionnelle des années 1970 (l'islamisme était aussi lié à la Société des étudiants musulmans du Nigéria dans les années 1970). C'est ainsi que le mouvement Maitastine a pris une posture contestataire radicale et révolutionnaire et a rejeté en bloc l'ordre étatique existant en argumentant que le gouvernement devait être composé uniquement de musulmans véritables et de purs servants de Dieu. Ce mouvement islamiste militant radical est devenu très populaire au début des années 1980 dans la ville de Kano à la suite de son affrontement armé violent avec les forces de sécurité et l'armée.

Cette confrontation violente s'est ensuite propagée à d'autres villes du nord du Nigéria. Le mouvement avait été fondé par Alhaji Marwa Maitastine qui a été tué dans un affrontement avec les autorités politiques durant le soulèvement de 1980 dans lequel plus de 4 177 personnes sont mortes (Skuratowicz, 2005). Skuratowicz (2005) affirme par ailleurs que les membres de Maitastine rejetaient également certains musulmans pour s'être fourvoyés et maintenaient que leurs croyances étaient les plus réalistes car elles s'appuyaient sur « le Coran uniquement », démontrant ainsi une tendance vers une obsession du Coran et un rejet des hadiths et de la sunna du prophète Mahomet et des autres sources reconnues du droit islamique. Les membres du groupe vivaient retranchés dans des implantations isolées des autres membres de la société et rejetaient tout ce qui était considéré comme occidental, en particulier l'éducation et les biens matériels occidentaux. Ils faisaient montre d'une haine profonde à l'égard des agents de l'Etat comme la police et les forces armées.

On pensait que ce groupe avait été totalement annihilé par l'Etat en 1980 mais il a refait surface en 2005 dans les Etats de Jigawa et de Kano dans le nord du Nigéria. Le mouvement Maitastine a dû continuer d'exister de façon sous-terrain dans le nord du Nigéria pendant des années. Isa (2010) affirme que les survivants du mouvement Maitastine, qui continuaient d'opérer clandestinement, ont constitué un terrain fertile pour l'émergence du groupe militant connu sous le nom de Muhajirun qui est par la suite devenu Boko Haram.

3. Boko Haram: l'élément le plus récent d'un paysage nigérian toujours plus complexe

La doctrine islamiste de Boko Haram s'inspire à l'origine des Talibans afghans de la fin des années 1990 et prend appui sur la conscience générée par l'adoption de la charia dans le nord du Nigéria après le rétablissement de la démocratie en 1999. Avant l'émergence de Boko Haram, des groupes fondamentalistes ont servi de précurseurs, les « Talibans » étant les plus connus. Ce groupe, qui s'est inspiré des Talibans afghans, était composé principalement de Nigériens qui désiraient vivre une vie

islamique puriste. Certains membres des « Talibans » ont par la suite rejoint d'autres extrémistes du nord pour former Boko Haram. Le mouvement des « Talibans » nigériens, tout comme Boko Haram plus tard, se composait principalement de jeunes sans emploi mais il était dirigé par des figures religieuses islamiques issues des classes moyennes et supérieures du nord-est du Nigéria (Mshelia, 2015). Les membres du groupe « Taliban » avaient la réputation d'avoir reçu un entraînement et un endoctrinement en Arabie Saoudite, en Somalie, en Algérie et dans d'autres pays du Moyen-Orient, entre 1995 et 2001 (Dlakwa, 2015). Nombre de ses membres étaient originaires des Etats de Borno et de Yobe. Ce groupe avait pour objectif d'établir un Etat islamique parfait et idéal dans la région nord-est du Nigéria. Une sorte de société dans laquelle, selon le groupe « Taliban », « *chacun vivra en harmonie et tout sera pour le meilleur* » (Mshelia, 2015).

En se retirant de la société, le groupe a répliqué l'hégire du prophète Mahomet, en se déplaçant de Maiduguri, l'ancienne capitale de l'empire Kanem Bornu, vers une zone inhabitée appelée Kanamma, située entre l'Etat de Yobe et la République du Niger. C'est depuis cet endroit que le groupe a lancé une série d'attaques sur les symboles de l'autorité étatique, notamment certains postes de police, où il s'est emparé des réserves d'armement et de munitions, avant de brûler les locaux et d'assassiner plusieurs policiers. L'incapacité du gouvernement à éradiquer totalement le mouvement des fondamentalistes « Talibans » et à mettre un terme à la crise qui ébranlait les deux gouvernements locaux de l'Etat de Yobe (Machina Yusufari et Machina Yunusari, situés sur la frontière qui sépare le Nigéria de la République du Niger) et les zones de gouvernement local (Nguru, Bade et Geidam dans l'Etat de Yobe et Mobbar et Abadam dans l'Etat de Borno) a engendré ce qui est devenu par la suite Boko Haram.

Lorsque les membres du groupe « Taliban » ont été délogés de leur base dans le désert par les troupes fédérales, la plupart se sont introduits dans la ville de Maiduguri, dans l'Etat de Borno, où ils ont à nouveau affronté les troupes fédérales. Suite à ces événements, ils décidèrent de se regrouper dans les régions montagneuses de Gwoza le long de la frontière avec le Cameroun, d'où ils lancèrent des attaques incessantes sur la communauté et le gouvernement. Cela conduisit le gouvernement nigérien à autoriser les forces aériennes à procéder à des bombardements pour la toute première fois. Malheureusement, les opérations de nettoyage qui ont suivi les bombardements n'ont pas permis de réduire au silence et d'éradiquer de façon durable les « Talibans ». Les survivants ont lâché les armes et se sont graduellement réintroduits dans Maiduguri. Ils ont alors adopté une nouvelle stratégie qui consistait à assister aux réunions de prêche islamique, en particulier celle des tafsirs régulières puis annuelles de Sheik Ja'afar à la mosquée Indimi. Ils ne se contentaient pas d'assister à ces réunions mais avaient également entrepris d'opposer aux prêches de Sheik Ja'afar des positions fondamentalistes radicales. Se rendant compte de leur dessein, Sheik Ja'afar orienta ses prêches contre eux jusqu'à ce que la plupart d'entre eux, sous la direction de leur jeune leader Mohammed Yusuf, s'installent dans ce qu'ils appellent leur « makara » [lieu de complot] près de la gare de Maiduguri, d'où ils ont commencé à prêcher chaque jour des vues radicales et ont attiré ainsi plusieurs personnes, en particulier des jeunes de tendance radicale qui sont devenus par la suite des combattants.

Il est important de noter que Mohammed Yusuf, durant ses prêches qui étaient fondamentalement anti-gouvernementaux, leur affirmait que l'éducation occidentale n'était d'aucune utilité pour la société dans son ensemble, comme le prouvaient les hauts niveaux de pauvreté et de chômage qui frappaient le Nigéria. Ce regard critique sur la nature postcoloniale de l'Etat du Nigéria soulignait que cette pauvreté existait malgré l'abondance des richesses du pays. Une partie importante de la population, particulièrement parmi les jeunes, et malgré la possession de diplômes et autres certificats officiels, ne parvenait pas à trouver d'emploi. C'est sur cette base que les diplômes obtenus dans le système occidental étaient fortement remis en question.

C'est alors que les jeunes de la région entreprirent sur leur propre initiative de rassembler leurs diplômes et de les détruire soit en les déchirant soit en les brûlant, ce qui généra le nom Boko Haram vers 2003 (Olaposi, 2014:1). Le mouvement Boko Haram a fondé par la suite son bastion à Maiduguri d'où il a commencé sa campagne d'endoctrinement par le biais de prêches haineux et d'attaques violentes contre les symboles de l'Etat. C'est aussi depuis Maiduguri que Boko Haram a commencé ses opérations, a dirigé et contrôlé un réseau de cellules avec des commandants de cellules dans toutes les villes principales du nord du Nigéria, notamment Maiduguri, Bauchi, Potiskum, Kano, Zaria, Katsina, Jos, Jalingo, Adamawa. Boko Haram était alors dirigé par un nouveau leader, Muhammad Yusuf, qui avait mobilisé ses anciens alliés et compagnons du mouvement Muhajirun et s'était lancé dans une série d'affrontements violents de type nouveau avec la police et les autres agences de sécurité.

L'ORIGINE ESTUDIANTINE DU NOM BOKO HARAM

Boko Haram est un nom composé qui vient des langues haoussa et arabe. Le terme « Boko » en haoussa signifie « éducation occidentale ». Le terme « Haram » vient de l'arabe et signifie « péché ». Mis ensemble, l'expression a pour signification « l'éducation occidentale est un péché ». Le groupe considère donc l'influence occidentale sur la société islamique comme un instrument qui porte préjudice à la pratique et à la propagation de l'islam au Nigéria.

Ce mouvement salafiste local a été formé initialement par Abubakar Lawan à l'Université de Maiduguri en 1995 et se composait de jeunes, de certains membres de l'Académie et de personnalités de haute stature sociale (élites, hommes politiques, etc.), pour la plupart issus du nord du pays. Le groupe s'appelait initialement Jama'at Ahl us Sunnah li'd-Da'wahwa'l-Jihad (l'Association des gens de la sunna pour la prédication et le djihad (Murtada, 2013).

Il a par la suite été transformé en groupe salafiste jihadiste qui interdisait toute interaction avec le monde occidental et qui soutenait également l'opposition aux structures musulmanes officielles et au gouvernement du Nigéria. Les membres du groupe n'ont pas de contact avec la population locale et assassinent quiconque les critique, y compris les hommes de religion.

Apparition de la violence

Boko Haram a utilisé la violence pour la première fois en 2003 quand il a commencé les affrontements avec la police. Au début, les activités de Boko Haram consistaient essentiellement à fomenter la violence confessionnelle. Ses partisans participaient à des attaques assez rudimentaires en faisant usage de gourdins, de machettes et d'armes légères. Ces tensions atteignirent leur paroxysme pendant les funérailles d'un des leurs au cimetière de Muhajirun à Maiduguri. Une altercation eut lieu avec la police qui ouvrit le feu sur la procession et tua sept de leurs membres. Cet incident eut pour effet d'accroître la volatilité et l'agressivité des insurgés. Le gouvernement et son personnel de sécurité furent la cible d'attaques régulières de la secte, particulièrement dans les Etats de Yobe, Adamawa, Gombe et Borno. Parallèlement, des églises et des chrétiens furent l'objet d'attaques ciblées. La désobéissance ouverte aux lois et règlements étatiques était prônée, notamment le refus d'observer l'obligation faite aux conducteurs de motos de porter un casque protecteur dans la ville de Maiduguri. A partir de juillet 2009, la secte a intensifié ses attaques clandestines sur les non-musulmans et sur les musulmans qui affichaient un désaccord avec leur extrémisme. Le groupe s'est aussi adonné à l'enlèvement de touristes occidentaux et à l'assassinat des membres des structures islamiques qui critiquaient leurs activités. Les jeunes étaient recrutés et conduits à un camp spécial à Maiduguri où ils étaient endoctrinés et intégrés dans la secte. Les non-musulmans étaient soumis à la conversion forcée dans ce même camp ou étaient tués s'ils résistaient. La secte a déclaré effrontément avoir établi sa propre enclave au sein de la ville de Maiduguri qu'il nommait son califat. Par ailleurs, le groupe a commencé des travaux autour de sa mosquée, notamment la construction de bunkers souterrains inconnus alors de la communauté.

La fin de l'année 2010 a constitué un tournant pour le groupe. Il a ajouté des cocktails Molotov et des engins explosifs de fabrication artisanale à son arsenal tactique, comme l'ont révélé une série d'attaques à l'engin explosif à l'encontre de cibles chrétiennes dans la ville de Jos la veille de Noël en 2010. Depuis 2011, Boko Haram est passé d'un pouvoir de nuisance locale à un niveau d'extrémisme violent d'une nouvelle nature. Le groupe est notamment connu pour bénéficier d'un soutien financier extérieur. Sa marche exaltée vers le statut de groupe jihadiste international a été caractérisée par la conduite ininterrompue d'attaques terroristes brutales et téméraires. Deux évènements en 2011 ont annoncé son arrivée sur la scène internationale. Le 16 juin, pour la première fois au Nigéria, il a organisé l'explosion d'un véhicule piégé lors d'un attentat-suicide sur le siège des forces de police nigérianes à Abuja. Le 26 août, il a mené une nouvelle attaque au véhicule piégé sur le siège des Nations Unies à Abuja, marquant ainsi un tournant fondamental dans la nature de ses attaques qui incluent désormais des cibles internationales. Le fait que ces attaques ont eu lieu dans la capitale du pays et ont visé des cibles majeures ont contribué à faire la réputation du groupe en tant que menace puissante à la sécurité nationale et internationale.

Les dynamiques sécuritaires dans le nord-est du pays ont subi des changements lors des années 2013 et 2015 tandis que des fronts de la jeunesse étaient constitués sous l'égide de la force d'intervention conjointe civile (civilian joint task force, CJTF) formée en complément la force d'intervention conjointe armée (military joint task force, JTF). Pendant cette période, le mouvement jihadiste qui avait commencé en tant que Jama'atu Ahalis sunna lidah Awat wal Jihad (JAS) a été la cible d'attaques massives et a été délogé de la ville de Maiduguri grâce à l'effort combiné de la CJTF et de la JTF. Les membres de la secte ont transféré leur base opérationnelle dans la forêt de Sambisa et ont fait de Gwoza le siège de leur Califat en août 2014, tout en intensifiant leurs activités dans les zones de gouvernement local de Konduga, Damboa, Bama, Biu, Hawul, Uba-Askira, Kaga, Magumeri, Mafa, Gwoza, Marte, Monguno, Abadam, Guzamala, Mobbar, Ngala, Kala Balge, et Kukawa dans l'Etat de Borno. Ils ont également conduit des attaques sur les localités de Damaturu, Fika, Potiskum, Gujba et Gulani dans l'Etat de Yobe et de Madagali, Mubi, Lassa, Michika, Bazza, Maiha et Gombi dans l'Etat d'Adamawa. C'est également durant cette période que les militants de Boko Haram ont attaqué un collège de filles durant la nuit du 14 au 15 avril 2014, pénétré dans les locaux en tirant sur les gardes et en tuant un soldat, et enlevé environ 276 élèves de ce collège de la ville de Chibok. Selon la police, les collégiennes kidnappées ont été emmenées cette même nuit dans la région de Konduga dans la forêt de Sambisa où Boko Haram aurait établi des camps fortifiés. Jusqu'à ce jour, 219 des 276 collégiennes n'ont toujours pas été retrouvées par les forces gouvernementales. Aujourd'hui encore, malgré les progrès remarquables faits par les forces multinationales conjointes et la CJTF pour déloger et éradiquer Boko Haram, le groupe a poursuivi avec constance ses attentats-suicides dans divers Etats du nord du Nigéria.

RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ

Points clés:

- Les gens dans ces régions ne reconnaissent presque pas les frontières. Ils les traversent à leur gré pour aller à l'école, à l'hôpital, accéder à des services sociaux ou rendre visite à leurs parents. Négligées dans les stratégies de développement de l'Etat nigérian postcolonial, les zones frontalières étaient relativement calmes et propices au commerce, légal comme illégal, avant l'arrivée de Boko Haram.
- Les régions frontalières sont devenues une arène de la contrebande transfrontalière, du crime, de l'extrémisme violent et de l'insécurité. La peur de l'expansion de l'insécurité du Nigéria dans les pays voisins et vice-versa est en augmentation. Les gens sont très mal informés des événements qui prennent place en dehors de leur environnement immédiat.
- La composante principale de l'insécurité est, selon les personnes interrogées et malgré la présence de Boko Haram, la pauvreté et l'inoccupation. La montée accélérée de l'intensité de l'insécurité dans le nord-est est attribuée à l'effondrement ou à l'absence d'infrastructures sociales et de ressources financières, à la dégradation de l'environnement, à la fragmentation et à la décomposition sociales ainsi qu'à la marginalisation économique de la population.
- La plupart des personnes interrogées considéraient l'aide internationale comme utile et efficace pour combattre l'insécurité et l'extrémisme violent. La synergie entre les Etats de la région, les structures internationales et traditionnelles est d'une importance cruciale pour assurer la sécurité des communautés frontalières. Le rôle des médias est incontournable pour influencer les valeurs sociales et réduire les conflits et les rébellions.

1. Le dilemme des conditions de vie dans les zones frontalières

1.1 A la recherche de services sociaux et d'opportunités économiques

« Le gouvernement fédéral s'est révélé incapable de restaurer les structures éducatives et les infrastructures sociales détruites par Boko Haram. Les habitants de Banki, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées souffrent du manque d'hôpitaux, d'eau courante, de routes, de ponts et d'autres infrastructures de base. » (propos d'une personne interrogée à Banki, zone de gouvernement local de Bama, juin 2015).

Une partie des problèmes qui ont conduit à l'émergence de l'insurrection et de l'extrémisme violent dans le nord est imputable au manque, voire à l'absence d'infrastructures sociales. Seul 33,3 % des personnes interrogées ont affirmé avoir accès aux services sociaux de base, comme l'éducation, les soins de santé, l'eau, l'électricité et le transport, contre 65 % qui en était privé. Les rares infrastructures existantes à Geidam ont été détruites par les rebelles de Boko Haram en décembre 2014. Il existe en tout et pour tout trois écoles primaires et un collège dans toute la région de Kwaja dans la zone de gouvernement local de Mubi, ce qui est largement insuffisant pour assurer les besoins en éducation des enfants de cette région. Malheureusement, les populations des zones frontalières ont été négligées dans les stratégies de développement de l'Etat nigérian postcolonial. Du fait du manque de réseaux routiers de qualité, d'eau potable et d'électricité, les enseignants et le personnel médical affectés dans

la région restent rarement. A part quelques personnes aisées, la plupart des gens à Kwaja puisent leur eau directement dans des rivières, des sources et des marres éloignées, dans lesquelles les animaux comme les vaches, les moutons et les porcs s'abreuvent également. Par ailleurs, toujours à cause de la mauvaise qualité des infrastructures routières, certaines femmes ont dû accoucher sur le chemin de l'hôpital à Mubi. Dans les régions de Baga et de Banki, l'inadaptation des services sociaux de base est flagrante : les écoles tombent en ruines, les équipements hospitaliers sont vétustes, l'électricité est déficiente et les routes en très mauvais état. Par endroit, il n'y a presqu'aucune route asphaltée.

Certains de ces services et infrastructures ne sont accessibles que dans le pays voisin. Dans certaines régions frontalières du nord du Nigéria, la population traverse la frontière pour aller à l'école, se rendre à l'hôpital ou bénéficier d'autres services sociaux. Autre exemple de ce phénomène, l'électricité à Banki, fournie par la République du Cameroun, ou l'accès aux réseaux de communication, que certaines des personnes interrogées sont parties chercher dans le pays voisin pendant les entretiens pour pouvoir parler avec des personnes résidant au Nigéria.

Comme dans chaque pays qui connaît une crise, les infrastructures et les équipements socio-économiques ont tendance à se retrouver sous pression, ce qui constitue une autre difficulté pour les populations qui vivent dans les zones frontalières du nord du Nigéria. Du fait des attaques dans les zones de gouvernement local de Mubi, Madagali et Michika dans l'Etat de Borno, la population de Kwaja, entre autres, a dû héberger des migrants qui fuyaient les conflits. Une personne interrogée a déclaré avoir dû héberger plus de 100 personnes déplacées dans les quatre chambres de son bungalow pendant près d'une semaine du fait de la lenteur de la réponse gouvernementale.

« Les attaques répétées des rebelles de Boko Haram durant les sept dernières années ont totalement épuisé les ressources économiques de notre peuple. Les marchés sont devenus des zones à risque où les vendeurs comme les clients se rendent avec appréhension. Nos marchés ont été attaqués plus de vingt fois depuis 2009. Dans chacune de ces attaques, de nombreuses personnes sont mortes, des gens ont été mutilés, des véhicules détruits et des équipements réduits en cendres par les flammes causées par les bombes. Avant que Boko Haram ne soit chassé de la ville de Maiduguri en mai 2013, une de leurs sources principales de subsistance était l'attaque des marchés. A cette époque, les rebelles faisaient irruption sur les marchés, notamment le marché de Baga, en plein jour, et s'emparaient des biens des vendeurs et des visiteurs en les tenant en joue. La récompense de quiconque résistait était la mort instantanée. » (propos d'une personne interrogée à Baga, zone de gouvernement local de Kukawa, juin 2015).

Presque toutes les personnes interrogées (97,5 %) à Baga et à Banki (dans l'Etat de Borno), à Geidam (dans l'Etat de Yobe) et à Mubi (dans l'Etat d'Adamawa) ont convenu que l'activité économique et leurs moyens de subsistance ont été affectés par l'insécurité et particulièrement par la rébellion de Boko Haram dans ces zones. Environ 80 % des personnes sondées (97) qui ont dû quitter leur domicile, ont remarqué des différences flagrantes entre leurs communautés hôtes et leurs propres communautés qui ont été désertées et sont devenues incertaines du fait des attaques de Boko Haram. C'est le cas en particulier pour ce qui est des activités économiques et commerciales, ainsi que des infrastructures et services publics. Huit personnes (6,7 %) n'ont pas remarqué de différence notable et douze n'ont pas exprimé d'opinion sur cette question. Ces 20 personnes étaient néanmoins des victimes de premier plan. Elles étaient interrogées dans des camps de personnes déplacées où les conditions de vie n'offraient certainement pas de formes d'activités économiques et commerciales enviables ni

d'infrastructures ou d'équipement de base. En fait, de nombreux camps de personnes déplacées étaient dans un état déplorable.

En plein milieu de la crise qui secoue le nord-est du pays, les personnes interrogées ont également révélé durant les discussions des groupes cibles que le fait de vivre près de la frontière offre des opportunités d'emploi pour la main d'œuvre non qualifiée comme par exemple le chargement et le déchargement des camions par les jeunes toute l'année. Le commerce sert aussi à renforcer les liens économiques avec les pays voisins.

1.2 Les deux faces de la contrebande

Exemple des avantages de la contrebande tels que perçus par les personnes interrogées:

« Les frontières ? Quelles frontières ? Certes, il y a un poste frontière ici, mais les gens tirent profit de la porosité de la frontière pour le commerce, pour rendre visite à leurs amis ou même pour aller à l'hôpital de l'autre côté. Les contrebandiers utilisent des motos comme moyen de locomotion pour amener dans le pays des marchandises interdites, principalement du riz, de l'huile végétale, des spaghettis et de la drogue depuis la République du Niger voisine. Imaginez-vous un peu, l'entrée sud de la mosquée locale de Banki est située du côté du poste frontière de Banki, tandis que l'entrée nord de ce même lieu de prière se trouve sur le territoire de la République du Niger ! » (propos d'une personne interrogée à Banki, dans l'Etat de Borno, juin 2015).

Exemple des inconvénients de la contrebande tels que perçus par les personnes interrogées:

« Boko Haram a été capable de tirer profit de la porosité de la frontière pour importer des armes au Nigéria à travers diverses méthodes comme l'utilisation de sacs de peau ou de paille, fabriqués spécifiquement pour cet usage et attachés à des chameaux, des ânes et des vaches pour y cacher des armes et traverser les frontières avec l'aide de nomades pastoraux ou d'éleveurs. Ses membres sont connus pour s'assurer l'aide des marchands qui pratiquent le commerce transfrontalier pour remplir d'armes les marchandises qu'ils transportent via de gros camions ou des remorques. Etant donné la taille immense des biens qui sont chargés sur ces véhicules, les contrôles des agents douaniers ou de sécurité sont très partiels, voire inexistant. » (propos d'une personne interrogée dans la ville de Geidam, dans l'Etat de Yobe, juin 2015).

Selon notre enquête, 45 % des personnes interrogées considèrent le commerce et la criminalité transfrontaliers comme à la fois un avantage et un inconvénient de la proximité de la frontière. A Baga et à Banki, on trouve des forces rebelles comme les groupes militants (par exemple Boko Haram) mais aussi un spectre plus large de chasseurs de trésors et autres acteurs en compétition comme des milices organisées, des gangs criminels et des mercenaires impliqués dans le trafic de biens de contrebande, en particulier le sucre, le riz, le pétrole et l'alcool. Ces marchandises sont importées dans ces régions par la rivière Tchad principalement en contournant les agents de sécurité grâce à différentes méthodes et parfois en pratiquant la corruption.

De fait, nombre d'autochtones ne pensent pas que la contrebande est une activité illégale car la plupart des biens sont achetés pour l'usage personnel ou le marché local. C'est ainsi que 26,7 % des personnes

interrogées considéraient que la proximité de la frontière avait pour avantage l'accès à une variété de biens. Par exemple, nous avons rencontré un homme qui possédait une carte de remerciement qui portait la mention « contrebandier ». Cet homme distribuait cette carte en partant du principe que cette activité était légitime. A l'inverse, de nombreuses personnes pensaient que le gouvernement n'autorisait pas certaines marchandises à traverser la frontière vers les pays voisins, non pas parce que c'était illégal mais plutôt parce que les gouvernements voisins voulaient restreindre leur marché à la vente de produits autochtones uniquement.

Par ailleurs, les personnes interrogées à Banga et à Banki (dans l'Etat de Borno), à Geidam (dans l'Etat de Yobe) et à Mubi (dans l'Etat d'Adamawa) considéraient la contrebande de marchandises comme plus courante dans les zones transfrontalières (46,7 %) que le trafic de drogue ou la traite humaine (10,8 %). 16,7 % ont déclaré n'avoir connaissance d'aucune activité de contrebande dans la zone transfrontalière, tandis que 13,3 % ont refusé d'aborder la question à cause de sa nature sensible (voir le tableau 2 ci-dessous). En plus de ce qui vient d'être énoncé, une des conclusions principales de la session de discussion du groupe cible d'Abuja était que la traite des femmes à des fins de prostitution est devenue une activité majeure dans les zones frontalières du fait de son caractère illégal dans la plupart des Etats du nord du Nigéria, à la suite de l'introduction de la charia. La libre pratique dans les pays voisins du Niger et du Tchad a permis la traite transfrontalière des femmes pour approvisionner le commerce du sexe. Si 63,3 % des personnes interrogées ont été capables de faire la différence entre les activités illégales et criminelles et les actes interdits par la religion (Haram), environ 26,6 % n'en ont pas été capables et 6,7 % ont affirmé qu'ils ne connaissaient pas la différence entre les deux.

2. Les perceptions de l'insécurité et la façon d'aborder ce problème

2.1 Insécurité: un problème lié à la pauvreté ou un phénomène généré par Boko Haram?

« Comme vous pouvez le constater, la plupart d'entre nous sommes pauvres. Notre situation est si mauvaise que nous pouvons à peine nourrir nos enfants. L'incapacité du gouvernement à nous assurer un environnement sécurisé, de bonnes routes et ponts pour transporter notre production agricole et nos poissons vers les marchés réduit énormément nos possibilités de générer des revenus. Le gouvernement s'est aussi montré incapable de protéger nos vies et nos biens et d'assurer la sécurité pour la conduite des activités commerciales et économiques. Cela génère du ressentiment et du mécontentement parmi les groupes ethniques. La situation s'est sérieusement dégradée à cause des activités de Boko Haram (propos d'une personne interrogée dans la ville de Geidam, dans l'Etat de Yobe, juin 2015).

89,2 % des personnes interrogées ont fait l'expérience de l'insécurité et de la violence dans les zones frontalières. A Geidam, l'épisode le plus sérieux qui ait secoué la ville fut l'attaque de Boko Haram du 21 décembre 2014, qui a généré la perte de vies humaines et la destruction de biens. Avant l'avènement des attaques de Boko Haram, les habitants des zones frontalières de Mubi étaient victimes de vols à main armée. Seul 8,3 % n'avaient jamais connu d'insécurité ou de faits violents majeurs (trois personnes ont refusé de répondre à cette question).

La principale composante de l'insécurité est, selon les personnes interrogées et malgré la présence de Boko Haram, la pauvreté et l'inoccupation (70,8 %). L'absence de sécurité (14,2 %) et la marginalisation de la jeunesse (11,7 %) viennent ensuite. Ainsi, l'enquête et les discussions dans les zones d'étude ont

révélé que la montée accélérée de l'intensité et du niveau d'insécurité et de criminalité dans le nord-est est attribuée à l'effondrement ou à l'absence d'infrastructures sociales et de ressources financières, à la dégradation de l'environnement, à la fragmentation et à la décomposition sociales ainsi qu'à la marginalisation économique de la population. La principale source d'inquiétude citée par les personnes interrogées est l'insécurité et le chômage (72,5 %), suivi par l'insécurité et le réseau routier (4,2 %). La question de la corruption, bien qu'elle soit un sérieux problème au Nigéria, n'est pas une source d'inquiétude majeure pour les personnes interrogées dans les communautés frontalières (5 soit 4,2 %). Cela est compréhensible étant donné les récents cas d'insécurité générés par les attaques de Boko Haram.

Interrogés sur la façon dont ils étaient alertés et informés, soixante-treize participants à l'enquête ont affirmé qu'ils tiraient leur information de leur famille et de leurs amis, vingt-cinq (21,2 %) de leur expérience personnelle, treize (11 %) de l'Etat et enfin sept (5,9 %) des forces armées. Cela indique que l'Etat joue un faible rôle en termes d'alerte et de réponse précoces.

2.2 Répondre au défi de l'insécurité

« La présence du personnel de sécurité est rassurante... mais même certains d'entre eux prennent la fuite lorsque Boko Haram lance une attaque. Nous avons caché certains d'entre eux dans nos maisons pour les protéger du risque d'être tués par les rebelles de Boko Haram. » (propos d'une personne interrogée dans la ville de Geidam, dans l'Etat de Yobe, juin 2015).

« Il apparaît que les citoyens n'ont pas été impliqués dans le contrôle et la gestion des frontières. » (propos d'une personne interrogée à Kwaja, dans la zone de gouvernement local de Mubi, dans l'Etat d'Adamawa, juin 2015).

La plupart des personnes interrogées ne se sentent pas en sécurité dans les zones frontalières. Elles vivent dans la peur constante d'attaques potentielles par les rebelles de Boko Haram, particulièrement à cause de l'absence de personnel de sécurité ainsi que du manque de processus institutionnalisés depuis longtemps. La planification spasmodique et non-coordonnée des réponses aux problèmes de sécurité nationale représente un danger pour le nord-est du Nigéria. Ainsi, à Kwaja et à Sahuda, on a pu observer l'absence totale, non seulement de poste de police, mais aussi de tout personnel de sécurité malgré la menace constante de rébellion de Boko Haram.

De plus, parmi les inconvénients de vivre près d'une frontière, les personnes interrogées pendant les discussions des groupes cibles ont cité les violations permanentes des droits humains par les officiers de contrôle des frontières camerounais qui extorquent de l'argent, menacent et revendiquent la possession de certains territoires. Les gens qui vivent près des frontières sont exposés au risque d'affrontements entre un pays A ou B dès que survient une crise. Les différends entre le Nigéria et le Cameroun, ou entre le Nigéria et le Tchad, ont eu plus d'implications pour les habitants des zones frontalières que pour ceux vivant à l'intérieur du pays. En réalité, la corruption des douaniers qui exigent des faveurs monétaires pour autoriser les gens à traverser la frontière pour se rendre dans le pays voisin a également été citée comme un fléau pour le progrès et le développement.

Cependant, l'étude montre que 70 % des personnes interrogées ont le sentiment que la présence des forces de sécurité est rassurante tandis qu'environ 30 % la trouve inquiétante. Cela est compréhensible

étant donné l'accroissement de l'insécurité dans le nord-est du pays entre 2009-2014 proportionnellement au nombre de forces de sécurité ou militaires dans la région. Certaines personnes interrogées ont observé que certains éléments du personnel armé prennent eux-mêmes la fuite lors des attaques rebelles contre les communautés locales. Cela s'explique par le fait que les rebelles de Boko Haram possèdent des armes plus sophistiquées que le personnel de sécurité nigérian. La contribution des forces tchadiennes et nigériennes au rééquipement récent des forces nigérianes par le gouvernement a contribué à renforcer la confiance des forces de sécurité et génère l'espoir que les activités des rebelles puissent prendre fin.

90 % des personnes interrogées à Baga et Banki (dans l'Etat de Borno), à Geidam (dans l'Etat de Yobe) et à Mubi (dans l'Etat d'Adamawa) étaient favorables à la présence des forces armées des pays africains. Les personnes interrogées ont observé que les forces tchadiennes et nigériennes ont contribué à repousser les rebelles de Boko Haram. De la même façon, 71 % des personnes interrogées étaient favorables à la présence de forces armées occidentales au Nigéria, tandis que 33 % y étaient opposées. Certains ont invoqué l'incapacité des gouvernements occidentaux à aider le gouvernement nigérian à secourir les collégiennes de Chibok qui avaient été enlevées par Boko Haram dans leur internat. Une des révélations majeures lors des discussions du groupe cible de Geidam fut l'opinion selon laquelle le gouvernement nigérian devrait requérir l'aide de pays étrangers. Les personnes interrogées ont conscience que l'Occident possède de meilleures compétences, technologies et niveaux de formation pour lutter contre l'extrémisme, néanmoins ils estiment que cette aide doit rester exempte de toute autre motivation. Malgré tout, 52 % pensent que les Etats peuvent assurer la sécurité dans la région, tandis que 24,2 % considèrent que les forces internationales sont plus compétentes pour assurer la sécurité des habitants dans les zones frontalières. Environ 16,7 % considèrent que les structures traditionnelles peuvent assurer leur sécurité. La discussion de groupe à Geidam a, quant à elle, permis de souligner l'importance de la synergie entre les Etats de la région et les structures internationales et traditionnelles pour assurer la sécurité des communautés vivant dans les zones frontalières.

Finalement, 8,3 % des personnes interrogées étaient de l'opinion que la proximité de la frontière leur permettait de s'enfuir dans le pays voisin en cas de violence. En plus de l'avantage d'apprendre plusieurs langues, vivre près d'une frontière encourage les mariages intra et inter-ethniques entre les autochtones et leurs voisins de l'autre côté de la frontière, sans restriction. Ainsi, les gens traversent les frontières pour rendre visite à leurs parents et soutiennent la mixité culturelle.

3. Le rôle stratégique des médias dans la sécurité du Nigéria

« C'est vrai, les médias ont un rôle important à jouer dans la lutte contre l'insécurité dans le nord-est du pays. Avant que Boko Haram ne commence à tout détruire, y compris les médias, nous avions accès à l'information par le biais de la radio, de la télévision, certaines personnes lisaient les journaux et quelques-uns dans les villes avaient accès à internet. Les médias et les gens doivent travailler ensemble pour mettre un terme à l'insécurité dans la région. Tant les citoyens que les médias doivent décourager les actes qui portent atteinte à la sécurité de la nation. (propos d'une personne interrogée à Doron Baga, dans la zone de gouvernement local de Baga, dans l'Etat de Borno, juin 2015).

Dans toute société, les médias sont un moyen de communication clé, qui non seulement permet d'informer les gens, mais également de les instruire et de les divertir. L'utilisation des médias contribue

à promouvoir la vie socio-économique et politique du peuple. Ainsi, ils participent de façon significative à établir la paix et la stabilité au sein de la population. Les médias peuvent déstabiliser ou consolider une nation. Pourtant, les données collectées durant cette enquête montrent que seules 41 personnes interrogées (soit 35,3 %) sur 116 ayant donné une réponse valide, estiment que leur région est couverte par les médias. Cela indique que les habitants des zones frontalières sont très mal informés sur les événements qui prennent place en dehors de leur environnement immédiat. Cela suggère également que les informations véhiculées par les médias sur les événements qui ont lieu dans le nord-est ne sont pas fiables car ceux-ci ne sont pas présents sur le terrain.

Leur absence implique aussi une mauvaise information ou un manque d'information concernant les risques sécuritaires. Ainsi, seul 40,7 % des personnes interrogées pensent qu'elles sont adéquatement informées. A nouveau, cela suggère que de nombreux habitants ne sont pas conscients ou ont une compréhension partielle des causes qui contribuent à créer une menace à leur sécurité dans le contexte nigérian plus large.

L'enquête révèle que les médias ont une influence sur les valeurs sociales dans le nord-est du Nigéria. Ils peuvent ainsi jouer un rôle important pour lutter contre la violence armée et la rébellion s'ils utilisent cette influence avec tact. Les personnes interrogées ont massivement démontré ce fait : 79,5 % d'entre elles (93) ont confirmé que les médias influencent les valeurs sociales et contribuent à les transformer. Cependant, du fait que l'accès à la presse, à la télévision et à la radio est limité dans la région, de nombreuses personnes sondées ont recours à internet, par le biais de leurs téléphones. Bien que cette source d'information soit elle-même limitée, 44,6 % (29) du total des réponses valides de 65 des 120 questionnaires traités déclaraient utiliser les sites web et les réseaux sociaux, 27,7 % (18) Facebook, 18,5 % (12) les sites web, 4,6 % (3) les sites web et les vidéos YouTube, 3,1 % (2) les réseaux sociaux et les vidéos YouTube et 1,5 % (1) les vidéos YouTube. 76,9 % des personnes interrogées (90) ont confirmé que les médias sociaux peuvent être utilisés pour lutter contre la violence au sein de la population, contre 23,1 % (27) qui ont rejeté cette idée. Ainsi, 75 % des personnes interrogées suggèrent qu'il est de plus en plus acceptable d'utiliser les médias sociaux comme un outil de prévention de la violence au sein de la population.

Pour ce qui est de la fiabilité des sources d'information, 52,6 % (61) des personnes interrogées affirment qu'elles ont plus confiance dans les chaînes satellitaires occidentales, 27,6 % (32) dans les radios locales, 12,9 % (15) dans les chaînes de télévisions et les radios nationales, 3,4 % (4) dans les chaînes panarabes, 2,6 % (3) dans les chaînes satellitaires panafricaines et 0,9 % (1) dans les chaînes de télévision et les radios confessionnelles. Cela suggère une tendance globale vers une occidentalisation plus grande des sources d'information sur les sujets qui touchent à la vie quotidienne, ainsi qu'un meilleur accès aux chaînes occidentales qu'aux chaînes locales. Cela confirme aussi une préférence pour les chaînes occidentales. A la question de savoir quelles sources fournissaient des informations sur les activités des groupes armés, 43,2 % (48) des réponses valides indiquaient préférer les chaînes satellitaires occidentales et les radios locales, 35,1 % (39) les chaînes satellitaires occidentales, l'internet et les réseaux sociaux, 19,8 % (22) les chaînes satellitaires occidentales, les radios et la télévision occidentales, l'Internet et les réseaux sociaux, et 1,8 % (2) les radios locales, l'Internet et les réseaux sociaux.

« Les médias occidentaux ont fait un bon travail pour nous tenir informés de ce qui se passe autour de nous. Nous écoutons la BBC et VOA à Hausa. Les médias occidentaux informent également le monde de ce qui se passe dans la région nord-est du Nigéria, comme les assassinats terroristes, les meurtres et la destruction de biens, le rapt de garçons et

d'hommes et les enlèvements de femmes et de filles » (propos d'une personne interrogée à Kwaja, dans la zone de gouvernement local de Mubi, dans l'Etat d'Adamawa, juin 2015)

L'enquête montre nettement que les personnes interrogées, voire même la population nigériane, estiment que les médias n'ont pas joué de rôle stratégique dans la recherche d'une solution à la violence armée dans le nord-est depuis le début de l'insurrection de Boko Haram. Certaines personnes ont observé que l'information fournie par les médias très souvent ne reflète pas les événements réels qui se déroulent sur le terrain. L'information produite est fondée sur des spéculations et des échanges téléphoniques avec des sources basées dans les capitales des états régionaux affectés. Par ailleurs, certains participants à l'enquête ont également indiqué que certains médias faisaient les louanges de Boko Haram et dénigraient les efforts du gouvernement et de l'armée dans la lutte contre la rébellion au lieu de contribuer à dynamiser et soutenir le moral des forces de sécurité en lutte contre Boko Haram. Ils créaient ainsi psychologiquement une atmosphère démoralisante pour les forces armées nigérianes ainsi que pour les populations des communautés affectées.

RADICALISATION: INDICES ET PROCESSUS

Points clés:

- A cause de la volatilité constante du contexte, les participants à l'enquête se sont montrés réticents à partager leurs opinions. L'absence de vision commune concernant Boko Haram découle de ces facteurs d'inhibition.
- L'enquête a permis de révéler que les insurgés profitaient du haut niveau de pauvreté, d'illettrisme et de la présence insuffisante des forces de sécurité pour asseoir leur domination et leur oppression. La religion est par ailleurs utilisée de façon abusive pour endoctriner de nouveaux adhérents et le gain matériel est désormais la motivation dominante et le moteur principal de Boko Haram.
- Même si les personnes interrogées estimaient que l'extrémisme violent avait des origines extérieures, le système d'éducation almajiri actuel expose les jeunes dans le nord-est à la radicalisation et favorise leur recrutement futur par Boko Haram en tant que combattants.
- Pour résoudre la crise de Boko Haram, les personnes interrogées attendent des actions spécifiques de la part des gouvernements à différents niveaux, des leaders communautaires, des femmes et des jeunes ainsi que de la communauté internationale dans son ensemble. Les méthodes traditionnelles de résolution de conflit peuvent jouer un rôle majeur dans la résolution de la crise. Les personnes interrogées étaient par ailleurs en faveur de l'implication des cours de justice nigérianes pour juger les auteurs de crimes.

1. Perceptions de l'extrémisme violent et de la radicalisation

L'augmentation de la radicalisation, de l'extrémisme et de l'insurrection de Boko Haram montre que, bien que l'abondance des facteurs structurels (comme la mauvaise gouvernance, l'exclusion sociale et l'inadéquation des infrastructures et des services sociaux) puisse créer un environnement propice à la radicalisation et peut-être même au fondamentalisme, ceux-ci restent insuffisants pour expliquer ce qui conduit des individus à l'extrémisme violent et à l'insurrection.

1.1 Origine, facteurs and mesure de l'extrémisme

« Certains affirment que la pauvreté et le chômage sont les principaux ressorts de l'extrémisme violent mais les facteurs qui conduisent les jeunes à devenir radicaux sont beaucoup plus complexes » (propos d'une personne interrogée à Geidam, dans l'Etat de Yobe, juin 2015).

L'étude a entrepris de s'attarder sur la perception des habitants des zones frontalières du nord-est concernant l'extrémisme violent, la radicalisation et le mauvais usage de la religion à des fins égoïstes. Pour commencer, les personnes sondées ont été interrogées sur les principaux facteurs qui pouvaient générer l'extrémisme violent. 19,2 % étaient de l'opinion que le facteur principal qui promeut le développement de l'extrémisme violent était la combinaison de facteurs économiques, politiques, religieux. 17,5 % ont mentionné les facteurs économiques, éducatifs et religieux, 10,8 % les facteurs économiques, politiques et psychologiques et 0,8 % les facteurs économiques, politiques et internationaux.

En ce qui concerne le niveau de tension et de violence, 26,7 % des personnes interrogées à Baga et Banki (dans l'Etat de Borno), à Geidam (dans l'Etat de Yobe) et à Mubi (dans l'Etat d'Adamawa) ont observé que la violence devient extrême quand il n'y a pas d'intervention du gouvernement, 20 % quand il y a perte de vies humaines et destruction de biens physiques, 17,5 % quand il y a des meurtres et des enlèvements, 16,7 % quand il y a des massacres. De façon générale, la violence devient extrême quand il y a meurtre et incapacité du gouvernement à intervenir et assurer la sécurité. Certaines des personnes interrogées ont insisté sur le fait que la violence devenait extrême quand les forces de sécurité qui étaient supposées les protéger devenaient ceux qui devaient être protégés. Certains ont raconté comment ils avaient caché les forces de sécurité dans leurs maisons pour les protéger des rebelles.

Une révélation intéressante de l'étude est la réponse qui a été donnée à la question de savoir si l'extrémisme violent était généré et soutenu par l'extérieur ou s'il prenait racine au sein des communautés. 56,7 % (68) des personnes interrogées ont estimé qu'il s'agissait d'un phénomène extérieur, contre 36,7 % (44) qui ont affirmé qu'il se développait à l'intérieur des communautés. Ceux qui considéraient l'extrémisme violent comme un phénomène extérieur expliquaient que Boko Haram avait commencé à démontrer de l'extrémisme violent en 2009, quand des groupes affichant des motivations violentes similaires comme Al Qaeda et Al Shabab s'étaient implantés, le premier au Moyen-Orient et le second en Somalie, avec des appendices et des filiales à travers la planète. Ces personnes estimaient que les influences externes étaient des facteurs dynamisant pour le développement de la rébellion au Nigéria. Ceux qui estimaient que l'extrémisme violent provenait de l'intérieur soulignaient que le fondateur de Boko Haram, Mohammed Yusuf, était un Nigérian, originaire de l'Etat de Yobe, et un disciple de Sheik Jafar Mahmud Adam. Mohammed Yusuf était une personnalité islamique fougueuse qui, jusqu'en 2009, n'adhérait pas à l'extrémisme violent. Il a recruté ses adhérents dans les Etats de Borno, Yobe, Bauchi, Gombe, Kano et Adamawa. On peut ainsi considérer Boko Haram comme un groupe endogène, qui s'est constitué sans aucun instigateur ou influence extérieurs.

La perception populaire de Boko Haram s'est révélée être une question difficile dans la conduite de l'enquête. La plupart des personnes interrogées ne voulaient pas discuter les questions liées aux groupes armés, en particulier Boko Haram au Nigéria, et 76,7 % ont refusé de dire comment ils les classifiaient. 16,7 % ont néanmoins déclaré qu'ils les percevaient comme des terroristes, 4,2 % comme des rebelles et 1,7 % ont déclaré qu'ils devaient être éliminés. L'absence de perception commune de Boko Haram explique en partie pourquoi il est difficile de juguler et d'éliminer ce groupe. Le même phénomène s'est répété au niveau national quand le gouvernement nigérian a tenté de persuader les Etats-Unis et la communauté internationale de déclarer Boko Haram groupe terroriste.

Un fait est apparu clairement durant l'enquête de terrain. Les personnes interrogées ont souligné que certains musulmans étaient favorables à Boko Haram au début de son existence et à son intention de faire respecter la charia et le droit islamique dans tout le nord du Nigéria. Ce n'est que quand le groupe a commencé à tuer des musulmans et leurs représentants en sus des non-musulmans que le soutien a fléchi.

1.2 Les usages abusifs de la religion et la tentation de l' « argent facile »

« Quand nous assassinions les gens, nous étions payés. Nous gagnions plus quand nous tuions des gens, leur dérobions leur argent et ramenions le butin. En tant que simple soldat,

si je ramenait un bon butin, je recevais 100 000 nairas. Parfois, je déposais l'argent à la banque ou je l'envoyais à mes frères cadets. (propos d'un jihadiste repentant).

Interrogés sur les raisons pour lesquelles les gens s'engagent dans l'extrémisme violent, 50 % des personnes participant à l'enquête ont estimé que les motifs financiers constituaient la raison principale, 22,5 % les valeurs religieuses, 11,7 % la méchanceté et 9,2 % le prestige social. 93,3 % (112) des personnes interrogées à Baga et Banki (dans l'Etat de Borno), à Geidam (dans l'Etat de Yobe) et à Mubi (dans l'Etat d'Adamawa) ont affirmé que la religion était utilisée de façon inappropriée afin de mener des activités clandestines. L'opinion dominante est que la religion est utilisée de façon abusive par certaines sectes engagées dans l'extrémisme violent pour endoctriner et mobiliser de nouveaux adhérents. Les personnes interrogées ont expliqué qu'aucune religion ne prône la violence et ont récusé les extrémistes radicaux qui affirment vouloir établir un califat islamique par la violence en justifiant leur position à partir du coran ou de la sunna du prophète Mahomet. Les personnes interrogées qui étaient de confession chrétienne ont exprimé des vues similaires, estimant que l'islam comme le christianisme condamnent l'extrémisme violent et ne peuvent soutenir les assassinats ciblés, les attentats-suicides, les prises d'otage, le viol, etc.

L'enquête menée sur le terrain, particulièrement durant les entretiens avec des jihadistes repentants et pendant les discussions des groupes cibles, a fourni de nombreux éléments permettant de démontrer que le nord-est du Nigéria est actuellement victime d'un cycle de soulèvements spasmodiques lié au phénomène de l'« argent facile ». L'appât de cette forme de gain matériel est devenu le motif principal et le moteur de Boko Haram qui a développé une palette croissante de stratégies et d'activités criminelles clandestines (Basse et Ubi, 2015), comme les attentats-suicides, le pillage des communautés, la contrebande, l'enlèvement, le vol et le banditisme transfrontalier, etc. L'intention originale des fondateurs de Boko Haram, l'islamisation du nord-est, est aujourd'hui compromise par la recherche de gains matériels et criminels. Les personnes interrogées ont par ailleurs observé que, pour devenir un commandant de Boko Haram, un individu doit d'abord assassiner son père et sa mère, acte pour lequel il touche 500 000 nairas. Cela contribue à illustrer le fait que la rébellion au Nigéria n'est plus uniquement fondée sur l'islam politique. Aujourd'hui, elle implique une combinaison complexe de dimensions politique, économique et criminelle. De fait, les discussions du groupe cible à Abuja ont révélé que Boko Haram est désormais un culte imprégné de pratiques de magie noire.

« Les preuves découvertes après la destruction du mini quartier général de Boko Haram à Bulabilin Nganaram dans la ville de Maiduguri en 2013 ont montré des traces de mises à mort rituelles, de sacrifices humains, des réserves de sang humain dont on pense qu'il a été bu par les membres de la secte et d'autres preuves de manifestations diaboliques. Cela donne du crédit aux spéculations qui circulent dans l'Etat de Borno selon lesquelles la rébellion est le produit d'activités conjointes de politiciens connus, d'extrémistes religieux et de maîtres de cultes rituels ». (propos d'un consultant national, 2015)

L'enquête a par ailleurs établi que ce sont les groupes sociaux marginalisés, en particulier les jeunes, qui sont les plus vulnérables à la radicalisation comme 75 % (90) des personnes interrogées en ont attesté. La plupart des personnes interrogées pendant les sessions de groupes et les discussions des groupes cibles ont observé que les jeunes sont les plus attirés par le radicalisme. 47,5 % des personnes interrogées pensent aussi que certaines communautés, du fait de leur culture religieuse, semblent être plus résilientes à l'extrémisme violent. 28,3 % des personnes interrogées n'étaient pas de cet avis et 22,5 % ont déclaré ne pas savoir.

Comme le montre le tableau 21, environ deux tiers (65,8 %) des personnes interrogées ont affirmé considérer Al Qaeda comme un groupe terroriste, seulement 3,3 % comme un mouvement de résistance ou de guérilla. Alors que 59,2 % ont déclaré ne pas voir de différence entre Al Qaeda, AQMI (Al Qaeda au Maghreb islamique), EIL (l'État islamique en Irak et au Levant) et Boko Haram, 32,5 % ont déclaré faire une distinction et seulement 3,3 % ont répondu ne pas savoir (cf. tableau 22). Il est intéressant de remarquer que si 33,3 % percevait les groupes djihadistes comme des rebelles, 28,3 % et 20 % respectivement les considéraient comme des bandits et des desperados. 72 % (87 personnes) étaient de l'opinion que la cause jihadiste utilisait la religion pour propager la violence et 21,7 % (26 personnes) qu'elle utilisait la violence pour propager la religion.

1.3 La réticence des personnes interrogées à répondre aux questions sur leur identité et leurs croyances

« Je sais pertinemment que les activités de Boko Haram vont à l'encontre des principes de l'islam. Je ne sais pas qui ils sont car l'appartenance à ce groupe n'est pas écrit sur le front de leurs adhérents. Quiconque désire rester en vie évitera de condamner ce groupe sans visage de façon publique. Non ! Je ne parlerai pas de Boko Haram ; j'ai une famille dont je dois encore m'occuper. (propos d'une personne interrogée à Banki, zone de gouvernement local de Bama, Etat de Borno, juin 2015

D'après notre étude, il est possible de mettre en avant l'absence courante de réponses à un grand nombre de questions liées à l'identité et aux croyances des personnes interrogées. Il est plus difficile de comprendre les raisons qui l'expliquent (peur d'être identifié comme jihadiste, sympathisant, etc.)

Pour commencer, environ 81,7 % des personnes interrogées ont choisi de ne pas répondre à la question concernant leur appartenance à un groupe. Seulement 5 % des personnes interrogées ont répondu être membre d'une confrérie (tariqa), 4,2 % d'une association religieuse ou culturelle et 2,5 % de partis politiques ou d'autres formes d'organisations syndicales. La majorité des personnes interrogées (85 %) se sont également abstenues de répondre aux questions concernant les expressions culturelles de la religion. Cependant, 6,7 % ont observé qu'il existe bien des expressions culturelles de la religion comme la façon dont l'islam est pratiqué en Arabie saoudite, 3,3 % citant, eux, la façon dont l'islam est pratiqué au Maghreb. Interrogés sur les différences entre les pratiques religieuses du nord-est du Nigéria, 85 % des participants à l'enquête (102) ont refusé de répondre aux questions. Néanmoins, 2,5 % ont observé qu'il y avait une différence entre leur pratique religieuse et l'islamisme, 1,7 % que leur pratique religieuse était différente du wahhabisme et 8 % qu'il existait une différence entre le salafisme et le soufisme.

Interrogées sur la différence entre les quatre doctrines (madhhab) de l'islam sunnite, 80,8 % des participants à l'enquête n'ont pas donné de réponse, 9,2 % connaissaient la distinction et 4,2 % ne la connaissaient pas. Néanmoins, il est évident que la question de la religion et de ses doctrines est très sensible au Nigéria. C'est ainsi que 80,8 % des personnes interrogées se sont abstenues de répondre aux questions concernant les doctrines des personnes vivant dans les zones frontalières. 12,5 % ont déclaré suivre la doctrine maliki, 8 % la doctrine shafiite et 5 % aucune. Il n'est donc pas étonnant que 85,8 % (103) des personnes interrogées ont refusé de classer ces doctrines en fonction de leur degré de flexibilité et d'ouverture. 5,8 % ont néanmoins proposé la classification suivante maliki-hanbali-hanafi-shafiite et 5,8 % maliki-shafiite-hanafi-hanbali par ordre de flexibilité et degré d'ouverture.

Bien que 80,8 % des personnes interrogées dans les zones couvertes par l'étude n'ont pas répondu aux questions concernant leurs connaissances des quatre califes, 15 % ont pu les citer (Abou Bakr, Omar, Othman and Ali). Dans la même veine, seul 11,7 % se sont révélés capables de nommer les autorités religieuses de leur communauté ou de leur pays tandis que 82,5 % n'ont pas répondu à la question. 83,3 % (100) des personnes interrogées ont refusé de nommer des autorités religieuses en dehors de leur pays, 12,5 % n'en connaissaient pas et 4,2 % connaissaient les noms d'autorités religieuses en dehors du pays. Les personnes interrogées étaient également réticentes à répondre aux questions concernant leurs séjours éventuels à l'étranger puisque 80,8 % ont refusé de répondre. Seuls 9,2 % ont affirmé avoir vécu à l'étranger tandis que 10 % ont affirmé le contraire. Interrogés sur l'influence de leurs séjours à l'étranger sur leur éducation religieuse, 84,2 % ont choisi de ne pas répondre, tandis que 8,3 % ont estimé que ces séjours n'avaient pas eu d'influence et 7,5 % ont affirmé le sentiment inverse.

2. Les perceptions et la recherche de solutions pour lutter contre Boko Haram

« Nous devons revenir à nos anciennes valeurs et croyances qui se sont érodées avec le temps ». (propos d'un participant à la session de groupe d'Abuja, juin 2015).

Résoudre la crise de la violence armée et de la rébellion dans le nord-est du Nigéria implique d'aller au-delà des seuls moyens militaires conventionnels. Toute solution doit prendre en compte non seulement les actions spécifiques du gouvernement à différents niveaux mais également celles des individus comme les chefs de communauté, les femmes, les jeunes, celles des organisations régionales et de la communauté internationale dans son ensemble. Cette étude n'est pas opposée aux moyens militaires conventionnels. De tels mécanismes de gestion des conflits doivent néanmoins prendre en compte les questions de développement qui requièrent une réponse en termes de gouvernance, ainsi qu'un effort déterminé pour investir dans les aires géographiques qui ont été négligées jusqu'alors et assurer un accès égal aux opportunités économiques pour chaque membre de la société. Il est donc nécessaire de comprendre le rôle que chacune des parties prenantes peut jouer dans la réponse apportée au problème de l'insécurité et de la violence dans les zones frontalières. Cette étude révèle que le gouvernement fédéral est perçu par beaucoup (73,3 %) comme ayant entrepris des initiatives sérieuses pour lutter contre l'insécurité et la violence, tout comme les communautés impliquées ainsi que leurs groupes d'auto-défense dont 8 % considèrent qu'ils conduisent des actions en faveur de la paix dans la région. 24,2 % des personnes interrogées pensent néanmoins qu'aucune action n'a été entreprise dans ce sens.

2.1 Le potentiel des méthodes traditionnelles de consolidation de la paix

« En tant que gardiennes des traditions et coutumes, les institutions traditionnelles jouissent du respect et de la loyauté des membres de leurs communautés. C'est pourquoi elles sont constamment sollicitées pour intervenir dans la résolution des conflits qui peuvent se transformer en menaces sérieuses à la sécurité de la communauté. Les méthodes traditionnelles de collecte de renseignements afin d'informer le chef du village ou du district de la présence d'étrangers en ville permet d'aider à identifier les membres de Boko Haram » (propos d'un participant à la session de groupe d'Abuja, juin 2015).

« Les conflits en Afrique étaient résolus de façon amicale par le biais de mécanismes alternatifs de résolution des disputes. Les chefs traditionnels recevaient l'assistance

nécessaire de la part des anciens du clan et des chefs de famille pour maintenir la paix dans ces communautés. Cependant, ces valeurs ont disparues dans le Nigéria contemporain. Pendant la phase préliminaire de la violence perpétrée par JAS (Jama'atu Ahalis sunna lidah Awat wal Jihad), de jeunes garçons âgés de 14 à 19 ans ont librement utilisé des armes de type AK47 pour éliminer toute personne que leur désignaient leurs commanditaires. Ils gardaient leurs armes dans la maison de leurs parents sans que ceux-ci n'aient le courage de les réprimander ou de les dénoncer aux agents de sécurité. Ceux qui choisirent de le faire ont été tués par leurs propres enfants. (propos d'un consultant national, 2015)

Une des conclusions principales de cette étude concerne le rôle des méthodes traditionnelles de résolution de conflit sollicitées pour résoudre la crise de Boko Haram. 70,5 % des personnes interrogées étaient de l'opinion que les méthodes traditionnelles de résolution de conflit pourraient grandement contribuer à réduire la rébellion et la violence armée dans le nord-est. Ainsi, 52,5 % des personnes interrogées parmi les habitants des communautés transfrontalières estimaient que leurs chefs prenaient des mesures pour lutter contre l'extrémisme violent, alors 40,8 % d'entre eux estimaient qu'ils étaient passifs et 5 % qu'ils approuvaient et soutenaient l'extrémisme violent. En d'autres termes, on peut noter que la structure sociale africaine qui se caractérise soit par l'autorité centralisée des Emirs soit par la suprématie des chefs traditionnels et du système étatique sera épistémique pour aider à résoudre la crise dans le nord-est. A la place, on a pu observer que tandis que les chefs de famille et les parents pouvaient fournir les références de base pour la restauration des valeurs morales pouvant contribuer à la paix, les chefs communautaires devaient également avoir recours aux systèmes traditionnels de surveillance communautaire de quartier. Ceux-ci pourraient en effet jouer un rôle important pour identifier les visiteurs et les criminels étrangers au sein de la communauté.

2.2 Impliquer les femmes et les jeunes dans la construction de la paix

« Si les femmes sont les plus exposées aux conséquences de la rébellion, cela signifie qu'elles doivent aussi avoir le droit d'être impliquées dans les questions de sécurité. Les stratégies qui ont pour objectif de s'opposer à l'extrémisme violent seront plus efficaces si leur conception et leur mise en œuvre se fondent en priorité sur la consultation des entités de la société civile dirigées par des femmes et sur l'inclusion des femmes dans le secteur de la sécurité. (propos d'un participant à la session de groupe d'Abuja, juin 2015).

Le rôle joué par les femmes dans la réduction de la violence a été fortement souligné par les personnes interrogées. Certains considéraient que les femmes jouaient un rôle en prodiguant des conseils à leur mari et enfants (60 %), d'autres en priant pour la paix (17,5 %), et d'autres enfin estimaient qu'elles ne jouaient aucun rôle (12,5 %). Les personnes interrogées ont souligné le rôle tout aussi important joué par les jeunes dans la réduction de la violence, notamment lorsqu'ils organisent des clubs sociaux (54,2 %) ou des groupes de vigilance (34,2 %) ou lorsqu'ils cherchent à comprendre la religion (4,2 %). Les participants ont également remarqué que les femmes qui ont un lien avec les organisations gouvernementales ou non-gouvernementales doivent se regrouper pour former une force puissante en faveur de l'inclusion et de la participation des femmes dans toutes les sphères de la vie. C'est ainsi qu'il fut suggéré que les femmes des Etats du nord-est doivent être sur le devant de la scène pour commencer ce travail de plaidoyer et porter la parole dans les campagnes, non seulement dans leurs propres Etats mais également au sein des communautés dans toute la région du nord-est.

2.3 Le rôle de l'Etat et de la justice

« Le système judiciaire peut faire plus pour réduire la criminalité et le terrorisme au Nigéria en appliquant la loi de façon judicieuse et en punissant les personnes jugées coupables. L'Etat nigérian et ses leaders doivent mettre en œuvre ce qui est nécessaire pour améliorer la qualité de la vie des Nigérians ordinaires. Cela implique de bonnes infrastructures comme les routes, le réseau ferré, des industries, des écoles et des services de santé de qualité et fonctionnels, des emplois, la provision constante et sans interruption d'électricité, de la nourriture abondante et bon marché, entre autres. » (propos d'un participant à une session de groupe à Abuja, juin 2015).

Interrogées sur la façon de résoudre la crise dans le nord-est et sur ce qui pourrait décider les groupes armés à déposer les armes, une majorité de participants (44,2 %) considéraient que l'usage de la force était la réponse, d'autres lui préféraient la négociation (23,3 %), les prières et la création d'emploi (8,3 %), ou encore l'amnistie (5 %). Il ressort clairement que les personnes interrogées étaient toutes de l'opinion que l'Etat pouvait faire beaucoup plus pour les aider, soit en assurant une plus grande sécurité (42,5 %), soit en employant plus de personnes (24,2 %) et en portant assistance aux victimes du conflit (23,3 %). Cependant, plus de la moitié des personnes interrogées (60,8 %) n'étaient pas en faveur d'offrir l'amnistie à ceux qui avaient commis des crimes, tout particulièrement pour les commandants et les chefs de Boko Haram. A l'inverse, 35,8 % (43 personnes) préféraient l'amnistie comme solution. Tous les représentants de ces communautés ont jugé nécessaire que l'Etat assure la justice à tous ceux qui ont été victimes des atrocités commises dans le nord-est. L'étude a révélé que 41,2 % des personnes interrogées préféraient voir la justice être assurée par les tribunaux nationaux, contre 31,1 % qui leur préféraient une cour internationale, 21,7 % un tribunal religieux ou 5,9 % un tribunal traditionnel.

2.4 Une sonnette d'alarme pour la communauté internationale

« Je suis content que le Nigéria travaille avec ses voisins dans la lutte contre Boko Haram à travers la MNJTF [force multinationale conjointe]. Mais la communauté internationale devrait soutenir ses efforts tant financièrement que militairement pour parvenir à vaincre Boko Haram. Les pays développés devraient utiliser leur technologie pour surveiller les frontières et entraver les déplacements de Boko Haram et aussi partager ou échanger leurs renseignements avec le Nigéria de façon plus régulière. » (propos d'un participant à une session de groupe à Abuja, juin 2015).

Presque toutes les personnes interrogées (93,3 % soit 117 personnes) considéraient l'aide internationale comme utile et efficace pour lutter contre l'insécurité et l'extrémisme violent dans le nord-est du Nigéria. Les personnes interrogées considéraient également l'aide internationale occidentale comme avantageuse (65 %). Il convient aussi de souligner que 11,7 % des personnes interrogées croyaient que l'Occident fournissait des armes et de la puissance militaire. Cependant, 10 % pensaient que l'aide internationale n'était pas seulement inutile mais représentait également un inconvénient. Ceux-ci affirmaient que le gouvernement nigérian serait bien avisé d'étudier avec attention les cas de l'Afghanistan et de l'Irak avant d'accepter l'aide occidentale. De plus, ils pensaient que ceux qui partagent des valeurs culturelles différentes comme celles de l'Occident ne seront jamais en mesure de comprendre les valeurs africaines. 58,3 % des personnes interrogées dans les villes de Baga et Banki (dans l'Etat de Borno), Geidam (dans l'Etat de Yobe) et Mubi (dans l'Etat d'Adamawa) considéraient l'assistance provenant des pays arabes comme avantageuses tandis que 15,8 % étaient de l'avis

contraire. 10 % des personnes interrogées pensaient que l'aide provenant des pays arabes allait contribuer à renforcer l'économie locale, et seulement 2,5 % étaient de l'opinion qu'elle générerait une déstabilisation doctrinale et religieuse.

3. Le système almajiri et la radicalisation de la jeunesse dans le nord-est du Nigéria

« Nous nous réveillons pour la prière d'asuba de 5h (du matin), après quoi nous partons pour la mendicité du petit matin. Nous réveillons alors les gens car nous parlons fort pour attirer l'attention. Nous passons de maison en maison pour mendier de la nourriture. Après cela, nous revenons et nous nous asseyons sur le sol pour commencer la leçon du jour. Vers midi, on nous envoie pour une nouvelle session de mendicité » (propos d'un jeune almajiri dans la ville de Maiduguri, dans l'Etat de Borno, juin 2015).

L'Etat et les efforts multinationaux ayant pour objectif de limiter la violence jihadiste dans le Nord du Nigéria n'ont eu, pour l'heure, que des résultats modestes, en partie à cause d'une compréhension tronquée de certains facteurs sous-jacents de la radicalisation et de l'extrémisme violent. La plupart des analystes se contentent d'attribuer la montée de la violence au Nigéria au salafisme militant et à la radicalisation. Les rangs des combattants de Boko Haram continuent d'augmenter, cela en dépit des efforts concertés des forces de sécurité étatiques, de la force multinationale conjointe (Multi-national Joint Task Force, MNJTF) et des forces d'intervention civiles conjointes pour les détruire. Certains membres de Boko Haram sont enrôlés de force, d'autres se sont radicalisés dans le système almajiri et ont rejoint la secte de leur propre gré. Abandonnés par leurs parents et par l'Etat, ces élèves coraniques itinérants ont recours à la mendicité pour l'aumône et la survie. Malheureusement, cette vie dans la rue les expose aux abus, à la criminalisation et favorise leur engagement pour des causes violentes, y compris le jihadisme. Bien que le système almajiri n'ait pas véritablement été abordé par les personnes interrogées, l'analyse des données collectées sur le terrain et auprès des consultants nationaux a fait ressortir l'importance de présenter cet aspect du phénomène Boko Haram.

LA PRATIQUE ALMAJIRI

Depuis le 11^{ème} siècle, l'enseignement du coran a été une méthode d'éducation islamique dans le nord du pays. La pratique almajiri est une tradition ancienne qui reste attractive pour certains segments de la population. Le mot almajiri est une version altérée du mot arabe « almuhajir » qui désigne une personne qui migre de son lieu de résidence vers un autre lieu dans le but d'apprendre ou de propager le savoir islamique. Au Nigéria, cette pratique consiste pour les gens qui habitent dans un quartier particulier à rassembler leurs enfants, pour la plupart des garçons en âge d'être scolarisés (6 ans et plus) afin de les remettre à un mallam (autorité islamique) pour qu'il leur enseigne les bases de l'islam et leur apprenne à écrire et à réciter l'alphabet arabe. Afin de les extraire des distractions de la vie, le mallam peut emmener les jeunes almajiri en dehors des villes dans un camp où ils apprendront la piété, la discipline et l'autosuffisance. Parfois, si la nourriture vient à manquer, l'enseignant coranique envoie les élèves demander de la nourriture auprès des habitants des environs. La nourriture collectée est ensuite ramenée au camp et partagée entre tous. Cette pratique par les almajiri est désormais connue sous le nom d'almajiranchi, une pratique qui a pour but de rendre les élèves pour forts et mieux préparés pour la survie dans leur vie future.

On estime actuellement qu'il y a environ 9,5 millions d'enfants almajiri dans le nord du Nigéria (Oladosu, 2012). Environ la moitié de ceux-ci sont domiciliés au cœur de la région nord-est du pays, qui est également l'épicentre de l'insurrection de Boko Haram. Le taux élevé de fréquentation des écoles

almajiri dans le nord du pays contraste nettement avec le faible taux de scolarisation dans les écoles officielles et représente un sérieux problème pour le Nigéria, s'il n'est pas recadré ou contrôlé. Ainsi, une étude menée par la Commission nationale de l'éducation primaire en 2009 indique que le taux de fréquentation des écoles coraniques est trois fois plus élevé que celui des écoles officielles dans les Etats de Sokoto et Zamfara. Une tendance similaire a été observée dans une enquête réalisée par le Ministère fédéral de l'éducation et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en 2008. L'étude a montré un nombre total de 514 264 élèves dans les Etats de Bauchi, Borno, Kano, Katsina, Sokoto et Zamfar, comparé à un chiffre total de 54 434 écoles primaires publiques dans tout le pays, ce qui montre bien que les écoles coraniques dominent largement dans le nord (Olagunju, 2012).

LA CHANSON D'ALMAJIRAI

Par exemple, les almajiri doivent chanter des chansons de protestation et de radicalisation qui critiquent les « makarantan boko » (les écoles qui offrent une éducation occidentale) et font les louanges des « makarantan addini » ou « makarantan allo » (les écoles d'instruction islamique) :

Yan makarantan boko
Ba karatu, ba sallah
Sai yawan zagin *mallam*

Traduction de la chanson:

Les élèves des écoles occidentales,
N'apprennent pas et ne prient pas
Tout ce qu'ils font, c'est maltraiter l'enseignant

Le programme d'enseignement dans les écoles coraniques est limité. Il n'inclut pas les matières telles que les mathématiques, l'anglais, les sciences sociales et les connaissances scientifiques de base. Le programme almajiri se concentre exclusivement sur la lecture et l'écriture du coran, du tafsir, des hadiths, du tawhid et d'autres éléments des études coraniques ou ceux définis par le mallam. Ce modèle d'éducation qui n'outille pas les élèves avec des compétences entrepreneuriales modernes, handicape les étudiants sur le marché du travail après la fin de leurs études et les rend pour la plupart difficiles à placer professionnellement. Au final, nombre d'entre eux s'adonnent à la fauche, à la violence ou à la vente de drogues dures. Le dénuement

socioéconomique des almajiri en fait une proie facile pour les instigateurs de conflit. Des politiciens désespérés paient ces enfants des rues des sommes infimes pour exécuter des actes criminels. A Maiduguri, la plupart de ces garçons sont désormais connus pour former les gangs de l'ECOMOG¹. Ils étaient exploités par les politiciens pour fomenter des troubles, provoquer des émeutes et troubler la paix sociale. Avec le temps, l'ECOMOG est devenu autonome et donc trop dangereux et incontrôlable par les politiciens eux-mêmes. On pense que la plupart des attaques de Boko Haram, y compris les attentats-suicides, l'incendie de lieux de culte, le meurtre d'âmes innocentes et la destruction de biens physiques, étaient orchestrés par d'anciens élèves sans emploi issus des écoles almajiri.

L'existence du système almajiri n'est pas propre au Nigéria. Des tendances similaires existent dans les pays voisins du Cameroun, du Tchad et du Niger où l'éducation coranique était le système éducatif fonctionnel principal avant sa dévalorisation pendant la période coloniale. Les pratiques abusives des almajiri ont un nombre d'implications pour l'Etat et la société au Nigéria, ainsi que pour les pays voisins. La formation dans les almajiri fournit une des voies royales pour leur endoctrinement et leur radicalisation.

¹ Le terme ECOMOG, qui signifie Groupe d'observateurs militaires de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, a été adopté par un groupe de jeunes radicalisés de l'Etat de Borno. Le groupe a été utilisé par les politiciens comme malfrats et voyous pour fomenter des troubles, provoquer des émeutes et troubler la paix sociale.

Par ailleurs, les confessions des enfants arrêtés pour avoir participé à l'insurrection de Boko Haram fournissent des éléments explicatifs importants concernant la vulnérabilité et la radicalisation qui les conduisent à l'extrémisme violent. Certains des 35 garçons relâchés en mai 2013 ont confessé être des almajiri. L'un d'entre eux a admis qu'ils étaient payés environ 30 USD chacun par certains politiciens et chefs de Boko Haram pour espionner les troupes, dégrader des biens et pour mutiler ou tuer des non-musulmans : « *nos chefs nous ont donné un jerricane de pétrole pour mettre le feu à certaines écoles, nous sommes passés à l'acte à Maiduguri et nous avons reçu 5000 nairas* » (Alli, 2013: 4). « *On nous a emmené à Damaturu. Nous surveillions les unités de soldats et nous leur faisons un rapport [à Boko Haram]. Nous signalions lorsque les soldats se détendaient ou s'amusaient et quand ils étaient sur leur garde, et on nous payait pour faire ça* » (Alli, 2013:4).

Bien que l'administration du Président d'alors, Goodluck Jonathan, avait reconnu le besoin de résoudre les problèmes associés au système almajiri, en particulier à cause de ses liens avec l'insécurité au Nigéria, les efforts du gouvernement n'ont pas eu beaucoup d'effets. Les participants d'une discussion de groupe cible à Abuja ont affirmé que la plupart des communautés n'avaient pas été consultées ou impliquées dans la mise en œuvre du projet « école almajiri » initié par le gouvernement Jonathan. A la place, des constructeurs locaux ont simplement bâti des écoles, parfois dans des lieux très éloignés des communautés, qui sont restés inhabités à cause de la peur d'être attaqués par Boko Haram. L'étude souligne donc l'importance de la participation des communautés dans les programmes et les projets qui les affectent. L'étude a également fait ressortir que, aussi longtemps que le problème de la maltraitance répandue des enfants et la négligence des almajiri et d'autres groupes vulnérables par l'Etat ne sont pas résolus grâce à de meilleures opportunités éducatives et professionnelles et des mesures de réduction de la pauvreté, le nord du Nigéria a des chances de rester un berceau de conflits violents avec la possibilité que ces conflits se répandent non seulement dans les pays voisins mais également dans d'autres régions d'Afrique de l'ouest.

LE ROLE DES FEMMES ET DES JEUNES

Points clés:

- Depuis l'apparition de Boko Haram, les femmes et les jeunes sont devenus les couches de la population les plus vulnérables dans les zones frontalières sélectionnées. De nombreuses femmes sont confrontées au veuvage après la perte de leurs maris et de leurs enfants, d'autres sont enlevées, violées et faites esclaves pour cuisiner, laver et servir les rebelles de Boko Haram. Les jeunes sans emploi, en particulier les almajiri, sont forcés à rejoindre les rangs de Boko Haram ou séduits avec de l'argent, des motos et des promesses d'accès facile à de l'argent et à des femmes.
- Dans le même temps, ces deux catégories de personnes semblent jouer un rôle ambivalent. En tant que parties prenantes, ils doivent être des agents de paix et de changement lorsqu'ils en ont l'opportunité. Le rôle joué par les femmes dans la réduction de la violence a notamment été mis en avant par les personnes interrogées.

« Les femmes reconnaissent que la religion a été utilisée comme une arme puissante à des fins d'extrémisme violent. En tant que mères et épouses, nous prônons la paix. Ainsi, la première stratégie que les groupes de femmes ont adoptée est d'inclure à la fois des femmes chrétiennes et musulmanes qui ont refusé de laisser la religion être utilisée comme outil de haine et de division. Nous avons également encouragé le dialogue et promu les campagnes d'information pour faciliter les discussions entre leaders traditionnels, leaders religieux et femmes leaders ainsi qu'avec la jeunesse. » (propos d'une participante à une session de groupe à Abuja, juin 2015).

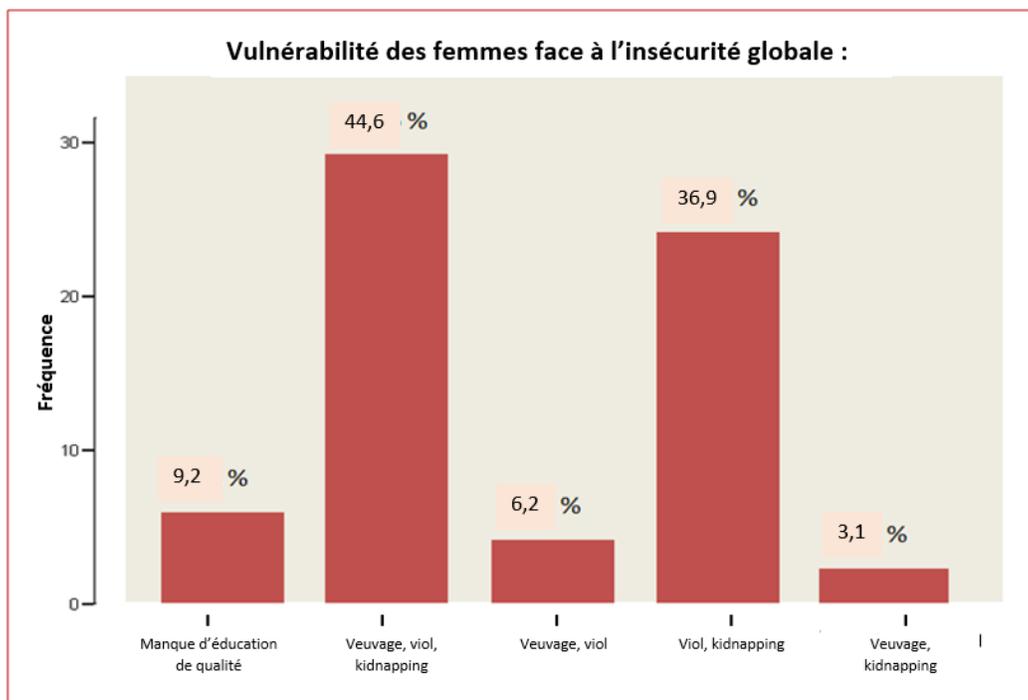
1. La vulnérabilité et son impact sur la liberté

Les femmes et les jeunes sont les catégories de personnes les plus vulnérables dans les situations de conflit. Les femmes sont non seulement confrontées au veuvage après la perte de leurs maris et de leurs enfants, mais elles sont aussi parfois enlevées, violées et contraintes à l'esclavage pour servir les combattants. La vulnérabilité croissante des femmes dans les situations de conflit et le fait que les femmes font une expérience des conflits différente de celles des hommes constituent en partie la raison pour laquelle l'approche des processus de consolidation de la paix dans toute société se fonde désormais de plus en plus souvent sur la prise en compte de la question du genre. La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies fournit un cadre important pour intégrer les questions de genre dans la résolution des conflits armés. Les jeunes, pour leur part, se sont souvent révélés être des acteurs de la violence durant les conflits. Ce phénomène est néanmoins une des manifestations de leur propre vulnérabilité car ils sont souvent touchés par la pauvreté, le chômage, les problèmes d'accès à une éducation de qualité. Ils sont souvent manipulés par des politiciens arrivistes. Il est donc fondamental d'accorder une attention particulière à ces catégories de personnes avant, pendant et après les situations de conflit.

« De nombreuses femmes ont récupéré la charge d'assurer la subsistance de leur foyer car leurs maris ont été tués par la secte ou par les agences de sécurité, tandis que beaucoup d'autres ont vu leur commerce, et donc leurs sources de revenus, pâtir de la situation. » (propos d'un participant à une discussion de groupe à Mubi, juin 2015).

« Plusieurs victimes ont subi des abus sexuels, sont tombées enceintes et/ou ont été contaminées par le VIH/Sida. On croit aussi savoir que certains garçons ont subi des abus similaires. Sur les 300 femmes et filles qui ont été secourues dans la forêt de Sambisa, on a récemment enregistré plus de 200 cas de grossesses et/ou de contamination ». (propos d'un des consultants nationaux, 2015).

Le graphique ci-dessous montre la façon dont se traduit la vulnérabilité des femmes face à l'insécurité globale générée par l'insurrection dans le nord-est.



L'insécurité et la violence ont un impact important sur la liberté des femmes et des jeunes qui en sont victimes. L'enquête a démontré que 98,9 % des personnes interrogées confirmaient que leur liberté avait été restreinte. Cela révèle la mesure dans laquelle les femmes et les jeunes de la région considèrent qu'ils ont été affectés par l'insécurité et la violence.

Du fait de l'insurrection dans le nord-est, nombreux sont les femmes, enfants et jeunes qui ont été forcés de fuir leur foyer et leur communauté pour les pays voisins, en particulier le Cameroun, le Niger et le Tchad. Les gens n'avaient plus la liberté de vivre où ils le souhaitaient. Le Cameroun est un des principaux pays d'accueil des réfugiés nigériens. Les réfugiés, traumatisés, voyagent souvent à travers le bush pour s'échapper du Nigéria et arrivent dans les villes frontalières camerounaises épuisés, faibles et dans un état de malnutrition sévère.

« Auparavant, je vivais à Doron Baga, au Nigéria. Les rebelles ont attaqué notre village. En prenant la fuite, j'ai entendu un enfant qui pleurait à côté de sa mère décédée. Je l'ai emmené avec moi. Beaucoup de gens s'enfuyaient vers le Cameroun, le Tchad ou le Niger, là où ils pouvaient se retrouver en sécurité. Certains n'avaient pas la force de courir et sont donc restés sur place. J'ai gardé le garçon avec moi et mes propres enfants. Nous nous

sommes cachés sur une petite île pendant trois jours, sans rien à manger, jusqu'à ce que la faim nous force à partir. Nous prions pour que cela prenne fin. » (propos d'un participant à une discussion de groupe cible à Doro Baga, dans l'Etat de Borno, juin 2015).

Les activités des rebelles ont aussi affecté la liberté des femmes en termes de choix confessionnel. Les femmes qui sont enlevées sont également forcées de changer de religion. Les rebelles ne croient en aucune autre religion que l'islam. Ils pensent également que les musulmans qui se sont liés avec des non-musulmans sont des infidèles et doivent être convertis à nouveau.

« Nombre des victimes ont été forcées à changer de religion et à adhérer aux codes vestimentaires islamiques, comme le port du voile ou du hijab. » (propos d'un participant à une discussion de groupe cible à Maiduguri, dans l'Etat de Borno, juin 2015).

La discussion de groupe cible qui a rassemblé les participants à l'enquête issus des camps de déplacés a aussi démontré la façon dont la rébellion et la violence affectent la liberté des femmes dans le nord-est du Nigéria. Les femmes étaient initialement réticentes à participer à la discussion car elles vivent encore dans la peur. Il a fallu leur assurer la confidentialité des entretiens. Certaines de ces femmes ont été enlevées par les rebelles et, ce faisant, leurs parents ou ceux qui les ont recueillies, ont une attitude très protectrice à l'égard de celles dont ils ont la garde, en particulier lorsqu'il s'agit de petites filles. Beaucoup de viols ou d'abus sexuels ne sont pas dénoncés à cause de la culture du silence, de la stigmatisation et de la honte associée au viol.

« En tant que mère, je ne dirais probablement pas à mon mari que sa fille a été violée ni ne souhaiterais lui dire que j'ai été violée. Les femmes risquent de ne plus être acceptées dans la société à cause de ce qui est perçu comme une tare. Le viol est tout particulièrement traumatique si les victimes étaient mariées ou n'avaient pas eu de relations sexuelles avant leurs enlèvements. » (propos d'une participante à une discussion de groupe à Maiduguri, dans l'Etat de Borno, juin 2015).

Une autre des libertés fondamentales des femmes qui a été entravée par l'insécurité et la violence dans le nord-est est le droit à l'éducation des filles. L'idéologie malavisée de Boko Haram pour qui l'« éducation occidentale » est un péché a des conséquences négatives significatives sur l'éducation des femmes et des filles dans le nord-est du pays. Par peur de subir l'attaque du groupe, la plupart des écoles dans les régions affectées ont été fermées.

« Depuis que les établissements scolaires publics sont utilisés comme camps pour accueillir les personnes déplacées, les activités scolaires dans ces écoles ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre. Il n'y a aucun espoir de les voir rouvrir dans l'immédiat. Au lieu de s'instruire, les jeunes femmes sont mariées avant même leur majorité, ce qui perpétue ainsi le cycle de la pauvreté dans la région. » (propos d'un des consultants nationaux, 2015).

2. Des rôles ambivalents

Certaines des personnes interrogées pendant les discussions de groupe ont mis en avant le fait que les femmes ont été utilisées comme rebelles pour mener des attentats-suicides dans les Etats du nord-est, en particulier dans l'Etat de Borno.

« Certaines des membres de sexe féminin de la rébellion ont imaginé des méthodes différentes pour transporter des armes et des explosifs, soit sur leur dos, comme un bébé ou sous forme de ventre de femme enceinte ou encore dans leur coiffe, recouverts du « himmar » [voile couvrant] ». (propos d'un des consultants nationaux, 2015).

« En juin 2013, un ak-47, un pistolet et des explosifs ont été trouvés dans les habits de deux femmes voilées à Maiduguri. Cela a poussé le gouvernement à encourager l'abandon du port de voiles longs par les femmes. Par ailleurs, la composante féminine des forces d'intervention civiles conjointes (CJTF) a dû être appelée pour fouiller les femmes qui passent les check points à Maiduguri. » (propos d'un participant à une discussion de groupe à Maiduguri, dans l'Etat de Borno, juin 2015).

Les discussions des groupes cibles dans différentes zones suggèrent que certains jeunes utilisent la violence pour promouvoir leurs croyances religieuses. Selon les participants, les jeunes s'engagent dans la violence religieuse pour une diversité de raisons, qui tournent principalement autour de motivations économiques et sociales. La plupart des participants d'une discussion de groupe cible étaient de l'opinion que les jeunes s'engagent dans la violence religieuse principalement à cause de leur ignorance des enseignements de leur religion. D'autres affirmaient que le chômage, la pauvreté et la manipulation de la religion par des leaders religieux extrémistes étaient ce qui donnait de l'élan à l'extrémisme violent.

« La pauvreté et le chômage des jeunes ont été présentés comme la cause première de l'insécurité dans le nord-est. Il y a aussi l'ignorance et la manipulation de la religion par des leaders extrémistes religieux. (propos d'un des consultants nationaux, 2015).

La porosité des frontières rend également possible toutes sortes d'activités et de crimes transfrontaliers. La plupart des gens qui traversent la frontière pour entrer en territoire camerounais, nigérien ou tchadien sont des jeunes gens vulnérables, accompagnés de femmes et d'enfants. Cela a encouragé la manipulation des jeunes comme coursiers et espions par les insurgés. Ils sont aussi utilisés pour collecter des renseignements. La rébellion de Boko Haram s'est nourrie d'activités et de crimes transfrontaliers.

« Le premier groupe de jeunes qui a formé Jama'atu Ahalis sunna lidah Awat wal Jihad (JAS) avait des liens avec l'Arabie saoudite, le Pakistan, l'Afghanistan, la Somalie, l'Algérie et la Lybie. C'est par le biais de ces jeunes figures religieuses que le jihadisme et les mouvements religieux puritains ont été promus dans le nord-est entre 1995 et 2009 ». (propos d'un des consultants nationaux, 2015).

« Les membres de groupes terroristes utilisent certains jeunes sous l'influence de la drogue pour faire circuler les armes de part et d'autres des frontières. Certains terroristes, principalement des jeunes, se déplacent également fréquemment d'un territoire à l'autre par les villes frontalières qui relient le Nigéria et le Cameroun pour mener des attaques dans l'un ou l'autre de ces pays. Ils se retirent également dans les collines le long des frontières avec le Cameroun ». (propos d'un des consultants nationaux, 2015).

Sur la base des discussions mentionnées ci-dessus, on a pu établir que les femmes et les jeunes peuvent être à la fois victimes et acteurs de l'insurrection dans le nord du Nigéria. Par ailleurs, les femmes comme les jeunes peuvent jouer un rôle clé dans la promotion de la paix et l'identification de solutions

durables aux problèmes de l'insécurité et de l'extrémisme violent, en particulier celui posé par l'insurrection de Boko Haram dans la région.

QUE FAIRE ?

Sur la base des perceptions collectées auprès des personnes interrogées, des analyses et des discussions avec les acteurs pertinents qui ont permis de les étayer, les thèmes de réflexion suivants ont émergé :

Thème de réflexion 1 : Le gouvernement nigérian doit reformuler sa stratégie et adopter un rôle proactif dans la lutte contre l'insécurité

- Le gouvernement fédéral doit impérativement et urgemment renforcer sa capacité à formuler une réponse politique grâce à une planification stratégique rigoureuse de la transformation du secteur de la sécurité dans deux domaines clés. Tout d'abord, il est nécessaire de répondre aux causes sociopolitiques de l'insurrection, ce qui inclut – mais ne se limite pas à – la pauvreté massive, le chômage, les inégalités sociales extrêmes (qui sont générées par une distribution inéquitable des ressources et qui nourrissent la spirale de la violence et l'insécurité générale). En second lieu, il convient de définir un plan pour la transformation du secteur de sécurité dans le pays pour augmenter l'efficacité opérationnelle des agences de sécurité : l'armée, le service des douanes, les forces de police, etc. doivent être renforcés.
- Le gouvernement doit aussi se pencher sur la question de la place de la religion dans les dynamiques sociopolitiques du Nigéria.
- Cependant, pour que le retour de la paix soit possible, le gouvernement nigérian doit adopter une approche du développement populaire et humaniste. Il doit de surcroît encourager un sentiment d'appropriation des politiques de développement au sein de la population. L'Etat nigérian devrait également impliquer les habitants des zones frontalières en tant que parties prenantes dans le contrôle et la gestion des frontières.
- Le gouvernement doit également s'assurer qu'il est en mesure de garantir la justice à son peuple. Par exemple, les commandants et les membres proéminents de Boko Haram qui ont été impliqués dans des massacres et des attentats-suicides doivent être jugés.

Thème de réflexion 2 : L'intervention psychosociale doit être promue comme une stratégie permettant de limiter et de résoudre l'insurrection au Nigéria

Sans pour autant décourager le recours aux moyens militaires conventionnels, les perceptions des communautés le long des zones frontalières montrent clairement qu'une composante d'aide psychosociale doit être intégrée dans la stratégie globale d'endiguement de Boko Haram. Il est impératif d'affirmer que la stratégie d'intervention psychosociale doit avoir un double objectif :

- Tout d'abord, elle doit prendre en considération les insurgés qui ont été capturés. Au lieu d'être exécutés sommairement, ceux-ci doivent recevoir un traitement particulier. Certains des simples combattants qui composent la base du groupe rebelle (dont certains sont des enfants et des adolescents) ont été conscrits de façon forcée et parfois drogués afin de commettre des atrocités pour lesquels ils avaient reçu des ordres. Une fois capturés, ces soldats doivent être reçus en entretien spécialisé et doivent, si besoin, être réhabilités, pardonnés et réintégrés dans la société. Si elle est bien menée, cette stratégie sera plus efficace pour limiter l'insurrection car nombre de ces insurgés pardonnés seront prêts à coopérer et à donner des informations sensibles concernant les activités de Boko Haram au Nigéria. Un tel soutien psychosocial profiterait ainsi également aux efforts de collecte de renseignements dans la lutte du Nigéria contre l'insurrection.

- En second lieu, l'intervention psychosociale pourrait être considérée comme une stratégie de soutien pour tous ceux qui sont affectés par l'insurrection. L'objectif devrait être de promouvoir l'empathie, la compréhension et la sensibilité pour identifier ceux qui ont besoin de services psychiatriques et leur fournir l'orientation et le soutien approprié. Une intervention psychosociale qui s'inscrit dans une stratégie de résolution du conflit peut inclure une assistance post-traumatique, des programmes d'éducation à la paix et à l'autonomie fonctionnelle et des initiatives visant à renforcer l'estime de soi.

Thème de réflexion 3 : L'éducation est un moyen de renforcer l'autonomie des individus

On a pu se rendre compte que la plupart des membres de Boko Haram sont des almajiri qui ont été amenés dans le nord-est depuis l'extérieur. La nature du système almajiri facilite l'endoctrinement de certains des jeunes. En sachant que l'éducation est la clé du développement de toute société, il semble important que le gouvernement nigérian cherche la meilleure synergie entre le système éducatif occidental et le système almajiri pour permettre à ces enfants et à ces jeunes de découvrir les possibilités qu'offrent ces systèmes et de résister à l'appel des alternatives violentes à la société dans laquelle ils vivent.

Les repentants devraient être acceptés, réhabilités, réintégrés et soutenus pour leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences et pour partager leur expérience avec un large public, en particulier les jeunes à risque. Cela contribuera à la prévention, en dissuadant tant les repentants que la population à risque de s'engager dans des activités hostiles. Surtout, le gouvernement devrait suivre constamment ces jihadistes repentants réhabilités.

Thème de réflexion 4 : Exploiter les méthodes traditionnelles de résolution de conflit

L'idée que la culture et la tradition jouent un rôle important dans la construction de la paix progresse rapidement dans les discours sur la paix et les conflits et cette question doit être considérée avec soin dans le cas du Nigéria. Afin de limiter l'extrémisme violent dans le nord du pays, il convient de prendre en considération le renforcement des institutions socioculturelles prônant la tolérance et de soutenir les médias locaux qui mettent en avant un discours anti-extrémisme efficace. Le dialogue inter-communautaire doit également être encouragé pour réduire les tensions au niveau local. Les institutions traditionnelles locales doivent aussi être renforcées pour qu'elles puissent contribuer à rendre plus efficace la surveillance et le signalement des actes hostiles.

Thème de réflexion 5 : Le rôle des femmes et des jeunes

L'insurrection dans le nord-est affecte tout particulièrement les femmes, les enfants et les jeunes. La plupart des personnes déplacées au Nigéria sont des femmes et des enfants. Les hommes devraient coopérer avec les femmes pour contrer le discours des insurgés de Boko Haram. Les communautés doivent incorporer les femmes dans les efforts et les mesures de consolidation de la paix. La collaboration récente entre les soldats et les forces d'intervention civiles conjointes pour contrer les activités de Boko Haram dans l'Etat de Borno ont été très efficaces et ont eu des résultats. Il est donc nécessaire de soutenir et d'encourager ces activités jusqu'à ce que l'insurrection soit totalement éliminée.

Le rôle des femmes dans les forces d'intervention civiles conjointes est primordial. Par exemple, certains des membres de sexe féminin de la rébellion ont conçu des moyens différents pour transporter des armes et des engins explosifs, soit sur leur dos, comme un bébé ou sous forme de ventre de femme enceinte ou encore dans leur coiffe, couverts d'un « himmar » (voile couvrant). Les femmes doivent donc être utilisées pour soutenir les efforts préventifs et les réponses apportées au problème de l'insurrection.

Thème de réflexion 6 : Mobiliser des efforts internationaux concertés

La crise actuelle dans le nord-est du Nigéria a montré que résoudre la crise de Boko Haram est possible uniquement par le biais d'efforts régionaux mieux concertés et par la coopération en termes d'intervention militaire conventionnelle. Les pays voisins, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble, devraient apporter une aide. Le Nigéria a besoin d'armements modernes pour lutter de façon plus efficace contre l'insurrection dans le nord-est. Il semble impératif pour les pays occidentaux d'aider le Nigéria dans le domaine de la surveillance, de la fourniture d'armement, de la formation du personnel de contre-insurrection, etc. Cette aide doit aussi inclure un mécanisme de surveillance pour prévenir les abus militaires de la part des forces armées qui contribuent à la dynamique de radicalisation parmi les communautés désillusionnées.

Thème de réflexion 7 : La réhabilitation et la réintégration doivent faire l'objet d'une attention particulière

La rébellion dans le nord du Nigéria prend racine dans un profond ressentiment et il faudra du temps avant que celui-ci ne se résorbe. Il est probable que ceux qui ont perdu des êtres chers et dont les biens ont été détruits cherchent à se venger. Des ressources appropriées doivent être déployées pour la réhabilitation et la réintégration des victimes du conflit armé dans la région, ainsi que pour la réhabilitation et la réintégration des jihadistes repentants. Les leaders religieux doivent se montrer véritablement éclairés et prôner la paix et le pardon. Les leaders et les autorités traditionnelles devraient adopter un rôle plus proactif dans ce sens, par exemple en identifiant et en surveillant les personnes ou les prédicateurs religieux qui sont nouveaux en ville. Finalement, lorsque l'insurrection prendra fin, le Nigéria doit trouver de nouvelles tâches et responsabilités pour les forces d'intervention civiles conjointes afin que celles-ci restent actives. Leur intégration dans les forces armées régulières, les forces de police ou les agences para-militaires est une condition sine qua non pour éviter le rebasculé ultérieur de la région dans la violence armée ou l'insurrection.

BIBLIOGRAPHIE

- Adesoji, Abimbola and Alao, Akin (2009): "Indigeneship and Citizenship in Nigeria: Myth and Reality" *The Journal of Pan African Studies*, Vol. 2, no 9, March 2009.
- Alli, Y. (2013) "We were paid N5000 to burn schools—freed Boko Haram kids", *The Nation Newspaper*, June 1.
- Alao, A. (2013) "Islamic Radicalization and Violent Extremism in Nigeria", *Conflict, Security and Development*, 13 (2):127-147.
- Aghedo, I. and Eke, S. J. (2013) "From Alms to Arms: The *Almajiri* Phenomenon and Internal Security in Northern Nigeria", *The Korean Journal of Policy Studies*, Vol. 28, No. 3, pp. 97-123.
- Bassey, C and Ubi, E. (2015) "Insecurity and Economic Crimes in South-South Nigeria" in S W Petters and A N Ekpe, *Infrastructure Renaissance in Akwa Ibom State: The Challenge of Sustainability*, Uyo, pp 332-352.
- Best, S. (2010) "Nigeria: The Islamist Challenge", *The Nigerian 'Shiite' Movement*.
- Dlakwa, Haruna D (2015) "The Causes and Trends of Jihadism and Insecurity in the North East of Nigeria" being a paper presented for "Perception Studies on Insecurity and Violent Extremism Drivers in Border Areas in the Sahel", 2015
- Ibrahim, Jibrin (1993), "Pluralism and religious conflict in Nigeria: a research agenda", Paper presented at the African Studies Association Conference, Boston, 1993, 2.
- Isa, Muhammed Kabir (2010) "Militant Islamist Groups in Northern Nigeria", in Okumu, Wafula and Ikelegbe, Augustine (eds.) *Militias, Rebels and Islamist Militants: Human Insecurity and State Crises in Africa*, Institute for Tshwane: Security Studies (ISS) pp. 313-340.
- Lubeck, P, Lipschutz, R. and Weeks, E. (2003) "The Globality of Islam: *Sharia* as a Nigerian 'Self determination' Movement", Paper presented at the Conference on Globalisation and Self-Determination, QEH Working Paper Series – QEHWPS106, London, April 2003.
- Mazrui, Ali A (2001) "Shariacracy and Federal Models in the Era of Globalisation: Nigeria in Comparative Perspective", Paper delivered at the International Conference on *Sharia*, held at the Commonwealth Institute, London, 14–15 April 2001, <http://www.gamji.com> (accessed 15 August 2015).
- Meredith, Martin (2011) *The Fate of Africa: a History of the Continent since Independence*, United Kingdom: Simon & Schuster.
- Mshelia, Timothy (2015) "Violence Prevention Strategies: Providing Gender Based Innovative Local Solutions to End Insurgency in the Northeast" being a paper presented for "Perception Studies on Insecurity and Violent Extremism Drivers in Border Areas in the Sahel", 2015
- Muazzam, I (2001) "New Islamic Religious Movements and Democratic Governance in Nigeria", *A Research Report on the Muslim Brothers*, Research Report, Centre for Research and Documentation (CRD), Kano, Nigeria, July 2001.
- Oladosu, A. G. A. S. (2012) "Arabic and Islamic education in Nigeria: The case of Al-Majiri schools", *World Academy of Science, Engineering and Technology*, Volume 71, pp.1820-1824.
- Olaposi, G. M. (2014) "Understanding Boko Haram Crisis in Nigeria", *International Affairs and Global Strategy*, Vol.27, 2014, pp. 1-27.
- Paden, J. N. (2008) *Faith and Politics in Nigeria: Nigeria as a Pivotal State in the Muslim world*, Washington, DC: United States Institute of Peace, 2008.
- Seteolu, D. (2011) "Terrorism in the Sahel Region", *Nigerian Journal of International Affairs*, Vol. 37, No. 3, pp. 3-15.

Skuratowicz, K. Z. (2005) "Religious Fundamentalist Movements: Social Movements in the World System? Case Study of the *Maitatsine* Movement in Nigeria, 1980–85", Paper presented at the annual meeting of the American Sociological Association, Philadelphia, 12 August 2005.

Murtada, Ahmed (2013) "Boko Haram in Nigeria: Its Beginning, Principles, and Activities in Nigeria" at www.salafimanhaj.com

Ubi, Efem and Vincent Ibonyi (2015): " Interrogating the Future of Democracy in Extant African socio-Political Dynamics" (Forthcoming).

© 2016 – Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.



**From
the People of Japan**



*Empowered lives.
Resilient nations.*